

La Brèche

organe bimensuel du
Parti Socialiste Ouvrier (PSO)
section suisse de la IV^e Internationale

UNE NOUVELLE PÉRIODE

Une salve d'événements considérables a ponctué la fin 1986 et le début 1987. Reagan, comme une baudruche, se dégonfle. Un début de guerre protectionniste est déclenché par les Etats-Unis contre l'Europe. La volatilité du système monétaire international, avec la chute du dollar, aboutit à secouer le système monétaire européen. Les spéculateurs de haut vol déséquilibrent les gouvernements européens qui ont du mal à se mettre d'accord.

En France, le mouvement étudiant, puis les grèves des travailleurs du secteur public démontrent la volonté populaire de résister aux mesures de contre-réforme sociale. L'écho des mobilisations étudiantes françaises en Italie et en Espagne indique qu'au sein de la jeunesse polarisée la conscience immédiate est forte que l'avenir qui lui est offert n'a rien à voir avec les billevesées du néo-libéralisme. Cette jeunesse se rend compte que les droits collectifs (le droit à une véritable formation, à une plus grande égalité sociale et démocratique entre sexes) représentent des préconditions à la réalisation des droits individuels.

Dans l'ensemble du "tiers monde", pauvreté et faim — avant tout en Afrique — se déchaînent. Depuis sept ans, ces pays vivent une crise à la 1929! En Afrique du Sud, malgré la répression sanglante, les masses noires affirment leur dignité et minent le régime d'apartheid.

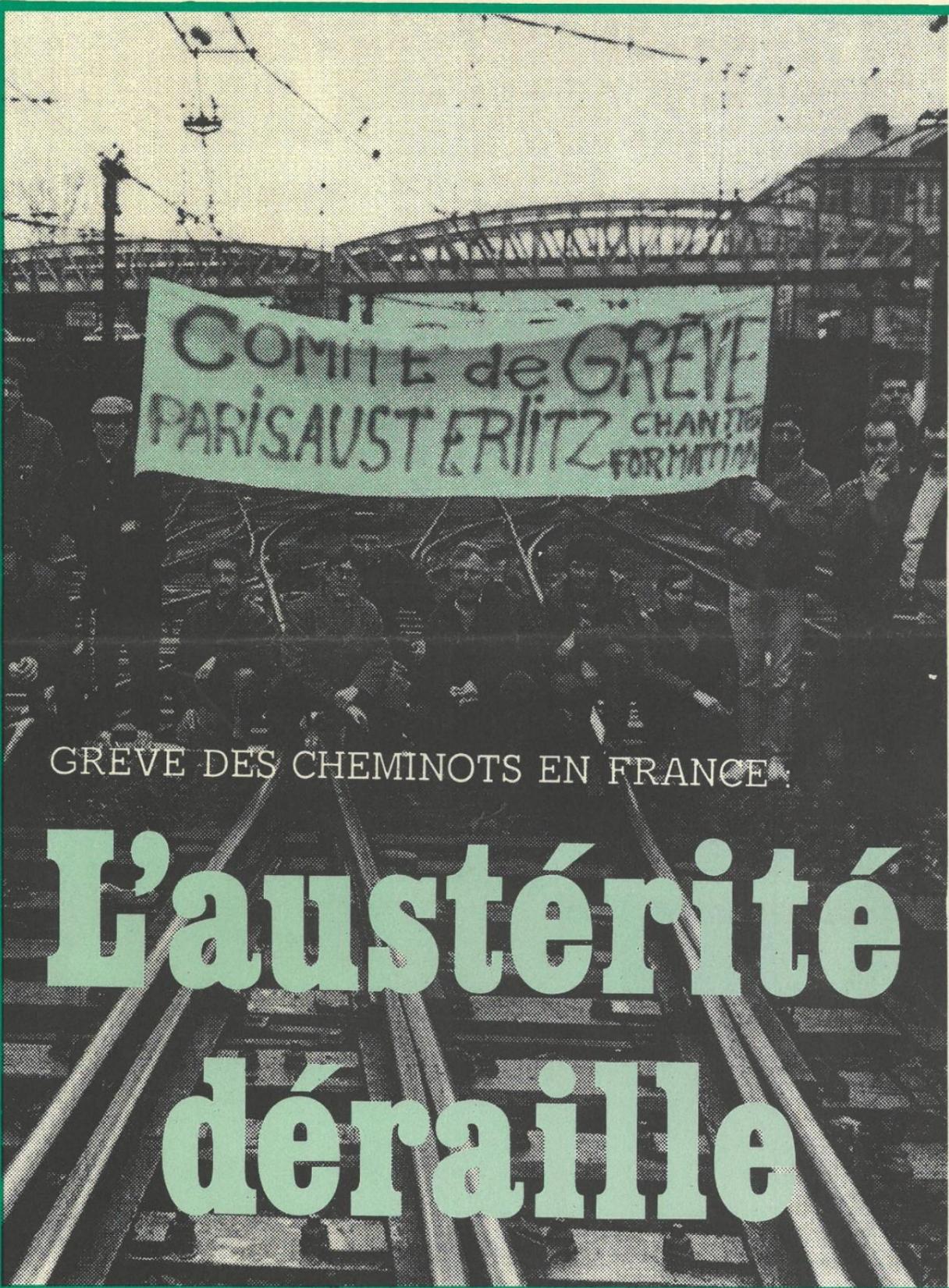
En URSS, la société s'ébranle, timidement. La direction Gorbatchev multiplie les efforts pour que le chaudron n'arrive pas à un point d'ébullition incontrôlable. Le choc polonais est encore dans toutes les mémoires. D'autant plus que cinq ans de dictature militaire à la Jaruzelski n'ont pas pu dompter la volonté des travailleurs polonais.

En Chine, l'ample mouvement "d'ouverture" est en déséquilibre. Aussi bien les forces centrifuges dans le PC chinois, les revendications de secteurs populaires que la fronde des étudiants — qui attendaient beaucoup des promesses réformatrices — démontrent que dans l'Empire céleste les anges de malheur pourraient bien renvoyer Deng au purgatoire.

Tous ces frémissements sociaux et politiques à la surface du monde ne sont pas le résultat d'une simple rencontre hasardeuse. Derrière la scène s'effectue le travail en profondeur d'un ébranlement économique de longue durée, d'un reclassement des rapports de forces entre les puissances impérialistes (déclin des Etats-Unis, poussée du Japon, affirmation de la RFA). Dans les sociétés post-capitalistes (URSS), le débat sur les réformes — qui dure depuis vingt ans — se remplit, petit à petit, d'une dimension sociale et politique. Dans le "tiers monde", la sortie de la crise apparaît plus qu'improbable et toutes les "démocratisations" démontrent vite leur fragilité.

Il ne fait pas de doute que le monde entre dans une nouvelle période, après celle initiée à la suite de la Seconde Guerre mondiale. Les difficultés des classes dominantes et des bureaucraties au pouvoir font penser aux secousses de plaques continentales quand elles commencent à se chevaucher. Pour l'instant, les exploités n'ont imposé leur solution qu'au Nicaragua. L'avenir dépendra non pas de réformes ici ou là, mais de la capacité des dominés et exploités de s'affirmer comme les porteurs d'une réponse aux défis d'un monde qui sera toujours plus profondément commotionné.

La Brèche



GREVE DES CHEMINOTS EN FRANCE

L'austérité déraile

L'ACCORD ETA-MARIN — FTMH :

UN MARCHÉ DE DUPES

En mouvement

LA CHAUX-DE-FONDS : RÉGLEMENT DU PERSONNEL

Le Conseil général de La Chaux-de-Fonds a adopté un nouveau règlement pour le personnel communal. Sous le titre "Un tour de vis, statut réservé avec succès, améliorations non négligeables", (*Services publics*, No 48, 27 novembre 1986), le SSP-VPOD (Syndicat des services publics) veut tirer un bilan au sujet de ce nouveau règlement du personnel. Ce titre occulte une réalité: ce nouveau règlement est plus favorable pour le Conseil communal (CC, exécutif, à majorité de gauche) que pour le personnel. En effet, le CC s'est donné les moyens "d'adapter les modes d'engagement" (par l'introduction de contrats de droit privé) et de licenciement (par l'introduction de licenciements pour justes motifs, c'est-à-dire sans qu'il y ait de faute commise par le travailleur). Ceci au détriment des droits du personnel et sans que le CC ait fait des conces-

sions majeures.

Concernant les salaires également. La dernière modification des traitements réels datant de 1980, le retard a été évalué à 10 o/o. Le SSP demandait 6 o/o. Le CC a proposé 4 o/o... sauf pour trois classes dont l'augmentation était inférieure. Or la majorité du personnel se trouve dans ces trois classes. Ainsi, le CC est d'accord de valoriser les hauts salaires (qui sont avantagés par une augmentation en pour-cent) et d'économiser sur les autres. Le PSO a déposé un amendement rétablissant une augmentation de 4 o/o pour toutes les catégories. Le CC a retiré son premier projet, acceptant implicitement notre amendement.

Le SSP parle de "confusion". Ne serait-ce pas plutôt la politique d'austérité de l'exécutif communal qui avait motivé cette pseudo-augmentation? Cet exemple montre le peu de confiance à accorder à des

"patrons de gauche", qui ont vu leur salaire passer de 119 408 à 124 200 francs par année.

Le SSP a formé un groupe de travail. Fort bien. Mais pourquoi le personnel et les syndiqués n'ont-ils pas été informés des propositions du SSP? Ni du déroulement des "négociations"? Pourquoi face aux refus des "camarades" du CC des revendications syndicales, le SSP n'a pas cru bon de développer l'action de tous les travailleurs, syndiqués et non-syndiqués (pétitions, assemblées, etc.)? L'assemblée des militants (repoussée trois fois) a été convoquée tardivement sans que les militants aient les documents et puissent s'y préparer. En ce qui concerne le congé maternité de quatre mois et l'interdiction de licenciement durant la grossesse par exemple, une pétition avait été lancée par la commission féminine du SSP, et soutenue par le syndicat.

Elle appuyait une motion déposée par une élue du PSO, et elle récolta plusieurs centaines de signatures. Nul doute que cela mit le CC dans l'obligation d'introduire cette revendication. Certainement qu'une pétition et un appel à une mobilisation sur les 40 heures et sur les salaires auraient permis d'obtenir ce que le SSP revendique depuis des années.

Le SSP parle de "négociations avec le Conseil communal" alors qu'en réalité il ne s'agissait que... d'une consultation. En effet, le règlement est voté par le parlement communal (Conseil général, CG). Subtile nuance? Non car le SSP présente le refus de ses revendications par le CC comme incontournable, alors que, malgré ces refus, certaines ont tout de même passé lors du vote au CG. Curieusement d'ailleurs, tout l'article passe sous silence un fait essentiel: la gauche

détient au parlement communal aussi la majorité. Donc les refus essayés par le SSP viennent des "collègues" du PS!

L'article de *Services publics* laisse entendre que les améliorations du statut du personnel communal ont été l'œuvre du SSP, et qu'il fut adopté tel quel par le parlement. D'autres améliorations (et non des moindres) furent également obtenues au parlement, notamment par le biais de propositions du PSO, reprises ou soutenues par le PS et le POP. Entre autres: la dispense du travail de nuit pour les femmes enceintes (adopté); l'interdiction de licenciement pour opinions syndicales ou politiques (adopté); pas de réduction des vacances pour les femmes enceintes (partiellement adopté); le congé maternité de quatre mois (adopté).

Claire et José

PÉTITION ANTI-APARTHEID AU CONSEIL NATIONAL

Ainsi le Conseil national a rejeté décembre dernier les demandes formulées par la pétition du MAAS et signée par plus de 17 000 personnes. Les mesures demandées de sanctions économiques envers le gouvernement raciste sud-africain étaient: la suppression de crédits au gouvernement Botha, l'interdiction d'importer des pièces d'or sud-africaines, la suppression des vols de la Swissair vers ce pays et de ceux des South African Airways vers la Suisse, et l'interdiction de la vente de matériel nucléaire et informatique. Tandis que les échanges de la Suisse avec l'Afrique du Sud ont fortement augmenté, passant de Sfr. 1400 millions en 1980 à Sfr. 4500 millions en 1984, le gouvernement sud-africain a mis en place une politique de plus en plus répressive vis-à-vis des mouvements d'opposition à l'apartheid. Tous ces mouvements, et en particulier les syndicats de travailleurs, demandent une politique de sanctions économiques contre l'Afrique du Sud. Ces voix n'ont pas été entendues au Parlement.

En conséquence, le MAAS demande un engagement en faveur de sanctions, tant de la part d'autorités cantonales et communales que de la part de la population.

Le parlement de la ville de La Chaux-de-Fonds, à majorité de gauche, va bientôt discuter d'une motion réclamant un retrait de ses fonds des banques qui soutiennent le régime sud-africain. Cela lui donne la possibilité d'accomplir un geste qui pourrait faire tâche d'huile.

Mouvement anti-apartheid de Suisse (MAAS), section neuchâteloise

Communiqué

HPI - OLIVETTI :

DES ENGAGEMENTS PRÉCIS ET DES ACTES

Alternative socialiste verte (ASV) - Yverdon, la Confédération romande du travail (CRT), le PSO - La Brèche et le POP - Yverdon rendent publique la signature par 90 travailleuses et travailleurs de l'entreprise HPI à Yverdon d'une déclaration qui se prononce pour une renégociation du plan social signé

DE PLUS EN PLUS DANS LA MERDE, CIPPUTI. OÙ CELA NOUS MÈNERA-T-IL?



par la direction de l'entreprise, la FTMH et la délégation du personnel sur les points suivants:

- que des indemnités de départ soient prévues également pour les femmes seules;

- que la possibilité existe de retirer intégralement et dans tous les cas la part patronale du 2e pilier ou que l'entreprise paie, jusqu'à l'âge de la retraite (en cas de non-réengagement à une place de travail) les cotisations du 2e pilier (part ouvrière - part patronale) afin de

garantir une rente complète; - que l'entreprise HPI - Olivetti assure le reclassement des travailleuses et travailleurs licenciés aux mêmes conditions.

Nous constatons que le mécontentement qui existe dans l'entreprise a déjà poussé la FTMH et la direction à compléter sur un point, contenu dans la déclaration des 90, le plan social, celui de la possibilité de retirer pour qui le désire la part à la caisse de retraite, y compris les versements patronaux et les intérêts. C'est un minimum qui va dans le bon sens mais encore largement insuffisant.

DU NEUF, CIPPUTI! LE COURAGE DE LIBRE CONCURRENCE, L'UTOPIE. BEDOSCHI. PROPRIÉTÉ ET OCCIDENT! JE ME SENS RAJEUNIR!



Comme le demande la déclaration, il faut en finir avec la poli-

tique du secret et du diktat. La renégociation du plan social doit se faire en informant tous les travailleurs et en garantissant leur participation active à chaque étape. Vu la situation du marché de l'emploi dans le secteur, l'exigence d'un reclassement des travailleuses et travailleurs licenciés aux mêmes conditions salariales avec, si nécessaire, une période de recyclage ou de perfectionnement payée par l'entreprise Olivetti est primordiale.

ASV, la CRT, le PSO - La Brèche et le POP déplorent l'absence de toute réaction syndicale combative de la FTMH dans l'entreprise et dans la rue ainsi que la passivité des autorités yverdonnoises. La déclaration des 90 constitue une première manifestation d'opposition des salariés d'HPI Yverdon à l'étape actuelle de la longue agonie de l'entreprise où ils travaillent.

Les salariés d'HPI et du Nord-Vaudois ne se contenteront pas de vagues promesses, ni de rencontres au sommet dans les bureaux du Conseil d'Etat. A l'heure où plusieurs vagues de licenciements sont annoncées pour les mois et années à venir à HPI, il faut des engagements précis et des actes. Il en va des conditions de vie et de travail d'une part importante de la population du Nord-Vaudois.

Yverdon, le 15 décembre 1986

SOMMAIRE

ÉDITO

La crise internationale 1

POLITIQUE

Session d'hiver des Chambres: protection de la maternité, enfin? 3

Industrie graphique: la grève pour un contrat collectif 3

SOCIAL

Accord ETA - FTMH: un marché de dupes 4

CONGRÈS DU PSO

Thèses pour le 7e Congrès du PSO, les 27, 28 et 29 mars 1987 5-6-7-8

INTERNATIONAL

Territoires occupés en Israël: trop c'est trop 9

La politique de Gorbatchev: ombres et lumière 10

EN DISCUSSION

A propos de la HONGRIE: un peu de transparence 11

L'ÉVÈNEMENT

La grève des cheminots français: le deuxième round, interview 12

abonnez-vous

Abonnements à La Brèche:

une année, enveloppe ouverte 55.-
une année, enveloppe fermée 65.-
une année, étranger (Europe) 80.-
abonnement de soutien 100.-
abonnement d'essai (7 num.) 13.-
(au lieu de 17 fr. 50)

Rédaction, administration:

La Brèche
3, rue Chaucau
1003 Lausanne
021/ 20 98 49
CCP 10 - 25 669

Editeur responsable C.A. Udry
Imprimerie CEDIPS, Lausanne

Si nos activités et notre politique vous intéressent: **prenez contact**

Parti Socialiste Ouvrier (PSO) section suisse de la IV^e Internationale

Adresses des sections romandes

Parti socialiste ouvrier (PSO) / La Brèche
case postale 13, 2500 Bienne 4, 032 / 22 95 47
case postale 829, 2301 La Chaux-de-Fonds
case postale 28, 1700 Fribourg 6
case postale 858, 1211 Genève 3, 022/20 68 02
3, rue Chaucau, 1003 Lausanne, 021/23 05 91
case postale 82, 1020 Renens VD 1
case postale 1532, 2002 Neuchâtel
case postale 485, 1400 Yverdon

APPRENDRE L'ESPAGNOL À GRANADA

Des camarades et sympathisants de la LCR (section de la IV^e Internationale dans l'Etat espagnol) - enseignants au chômage - ont monté une coopérative d'enseignement, qui organise des cours de langues. Pour des informations plus détaillées, écrire à:

Librairie La Taupe
case 858
1211 Genève 3.

GA VA DE MAL EN PIS CIPPUTI. ALORS ACCORDE-MOI UN DERNIER SLOW, BIGAZZI, ET ADWENNE QUE POURRA.



FESTIVAL ROCK

16-17-18 janvier 1987

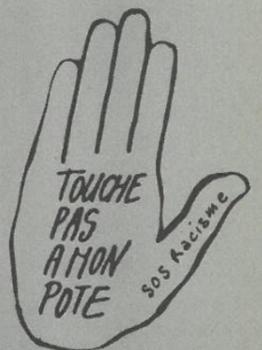
Cave de la Spirale
place Petit-Saint-Jean
FRIBOURG

organisé par SOS Racisme Fribourg

vendredi 16 janvier: 19h, apéro, 20h, concert / Trajan, Coeur.

samedi 17 janvier: 19h, apéro, 20h, concert / Sky Larx, Style, Jean-Luc Torche.

dimanche 18 janvier: 10h, brunch.



Session d'hiver des Chambres :

La session d'hiver des Chambres fédérales a accepté un certain nombre d'objets, dont certains importants. Il s'agit entre autres : du projet Rail 2000, destiné à renforcer l'attractivité du chemin de fer (voir La Brèche, No 370, 20 septembre 1986); le réexamen des tronçons contestés des routes nationales, éliminant le tracé par le Rawyl mais adoptant la N 4 pourtant refusée par la population; le "double oui", avec question subsidiaire, pour les initiatives populaires accompagnées d'un contre-projet. Mentionnons aussi la loi sur la concurrence déloyale, quasiment réduite à néant par rapport au projet initial et le rejet massif (34 contre 4 au Conseil des Etats) de l'initiative Pour le référendum en matière de crédits militaires. Plus étonnant par contre fut le feu vert du Conseil des Etats (30 contre 9) à la révision totale de la Constitution fédérale, commencée voici vingt ans et qu'on croyait bien enterrée. Il n'est plus question bien sûr des rares nouveautés positives contenues dans le premier projet : on ne parle plus aujourd'hui que d'une refonte "formelle".

Deux décisions scandaleuses — comme par hasard en faveur des banques — sont venues rappeler qui inspire ce parlement. La Chambre des cantons en effet a carrément jeté à la poubelle la loi sur le crédit à la consommation, auparavant acceptée par le Conseil national. Une loi pourtant devenue bien innocente après ses passages répétés à la moulinette parlementaire (8 ans de discus-

Protection de la maternité, enfin?

sion!) et dont la formulation de départ prévoyait la protection des utilisateurs de petits crédits contre le surendettement. Les victimes continueront à payer leurs "dîmes" bancaires... Autre bonne "opération bancaire": l'acceptation par une forte majorité bourgeoise de deux motions radicales exigeant du Conseil fédéral qu'il présente un projet de loi supprimant totalement ou partiellement le droit de timbre sur diverses transactions financières. Bilan : une perte sèche pour la caisse fédérale d'un milliard de francs par année qui s'ajoutent aux 600 millions déjà accordés en septembre dernier! Devinez qui paiera ces cadeaux fiscaux.

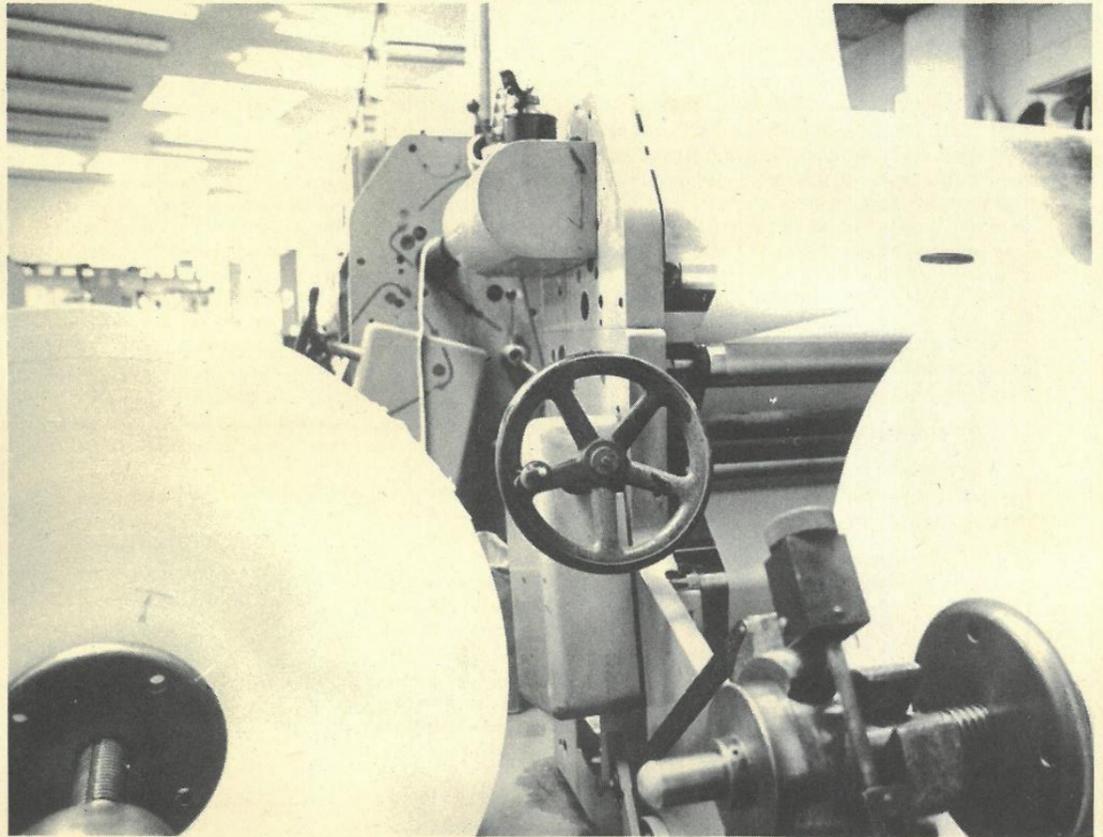
Surprise heureuse par contre lorsque le Conseil des Etats refusa, malgré la proposition de sa commission, le système des bonus dans l'assurance-maladie. Ce nouveau "gadget" aurait détruit toute solidarité entre malades et bien portants puisqu'il prévoyait une réduction des primes pour ces derniers au détriment des autres... Surprise surtout au chapitre de la protection de la maternité. Après 40 ans d'atermoiements, le Conseil des Etats a enfin approuvé le versement d'une allocation de maternité intégrée au système des allocations pour pertes de gains. Elle sera versée à toutes les femmes, avec ou sans activité lucrative, pendant les 16 semaines du congé-maternité. Cette assurance sera financée par une retenue paritaire maximale de 0,4 o/o sur les salaires, selon le modèle de l'AVS. Avec la prolongation de la protection contre le licenciement des femmes enceintes du début de la grossesse aux 16 semaines après l'accouchement — une autre décision — deux postulats importants de l'initiative Pour une protection efficace de la maternité sont ainsi remplis. Mais attention. Le National doit encore approuver ce premier pas. Si tel est le cas, le système n'entrera pas en vigueur avant... 1989, alors que l'article constitutionnel pour une assurance-maternité existe, lui, depuis novembre 1945. Par ailleurs, l'exigence du congé parental, une autre revendication de l'initiative, n'est encore guère en vue.

Le hic cependant réside dans le fait que ces deux nouveautés (protection contre le licenciement et assurance-maternité) font partie apparemment de la (mauvaise) révision de la loi sur l'assurance-maladie. Ceci pourrait bien remettre en question leur application dans le cas d'un référendum. Il s'agit dès lors d'obtenir une séparation de la protection de la maternité d'avec la révision de l'assurance-maladie.

Jost Steiger

Industrie graphique :

LA GRÈVE POUR UN CONTRAT COLLECTIF



Interfoto

Mercredi 17 décembre, plus de 1500 travailleurs de l'industrie graphique ont fait une grève nationale de deux heures, en début d'après-midi, pour obtenir un contrat collectif digne de ce nom. Relativement bien répercuté par les médias, ce mouvement n'a peut-être pas été encore suffisant pour obtenir ce que les travailleurs demandent : sinon leur amélioration, du moins le maintien des conditions de travail et d'assurances régies par la convention collective arrivée à échéance à fin août 1986. Comment en est-on arrivé là ?

Un démantèlement de la convention professionnelle, voilà ce qu'exigeaient au départ les patrons lithographes. Cela s'est traduit sous la forme d'un "cahier de revendications" patronales, dans lequel la réduction des rentes de vieillesse, d'invalidité et de veuve, le rognage des allocations complémentaires de chômage, la diminution de la couverture assurée en cas de maladie, avaient une place de choix. Un vrai démontage social. Au nom de quoi? Des économies à faire, et au nom du deuxième pilier. Au passage, les patrons ont bien sûr balayé les revendications des travailleurs : plus de vacances, la pleine compensation du renchérissement, essentiellement.

En fait, la tactique patronale recouvre plus qu'une simple politique d'austérité telle qu'on la voit à l'oeuvre dans tous les secteurs. Le syndicat signataire de cette convention (Union suisse des lithographes) regroupe en son sein environ 7000 membres (apprentis, retraités compris). Sur ce total, 2500 travailleurs sont directement concernés par le renouvellement de la convention. En effet, les autres travaillent dans des entreprises mixtes, signataires, jusqu'au début de cette année, des deux conventions principales de la branche et membres simultanément de deux associations patronales : l'IGS pour le secteur de la lithographie, l'ASAG pour celui de la typographie. Or la majeure partie de ces entreprises dites mixtes ont rompu leur affiliation à l'IGS, tout en restant membres de l'ASAG. Avec ces entreprises, l'Union suisse des lithographes a signé un accord ad hoc maintenant l'essentiel des acquis pour les travailleurs lithographes, qui restent membres du syndicat.

Restait à régler une convention avec les entreprises demeurées membres de l'IGS. C'est là que les choses se sont gâtées.

Concurrence inter-patrons

Ce n'est pas une chose nouvelle ! mais dans ce cas elle prend un aspect particulier. Les patrons lithographes (IGS) sont en quelque sorte vendeurs de travail pour les imprimeries. Ils se situent en amont de la chaîne de production des imprimés. Les patrons "scissionnistes" sont les acheteurs, et ils ont estimé nécessaire de se regrouper dans une seule association (l'ASAG) afin de négocier en position de force.

Les patrons lithographes (IGS) le savent bien, eux qui se retrouvent maintenant minoritaires. Et ils tentent aujourd'hui de démanteler la convention professionnelle : c'est toujours cela d'économisé. Comme les conventions collectives de la branche arrivent à échéance à intervalles irréguliers, ce qui est gagné aujourd'hui par une fraction des patrons peut toujours servir aux autres, à l'échéance de "leur" convention.

C'est dans ce cadre général que la lutte des travailleurs lithographes prend toute son importance. Loin d'être une bataille très sectorialisée, elle est capitale pour construire l'unité syndicale dans la branche. Aujourd'hui, le "non" des lithographes au démantèlement, c'est aussi un "non" à la division. L'idée fait son chemin qu'un syndicat minoritaire dans la branche n'est pas en mesure d'obtenir des améliorations sociales, et si, malgré tout, cet espoir subsistait dans la tête de plusieurs collègues, les patrons se sont chargés de l'anéantir. Ceux-ci voulaient une convention réduite à

l'état de squelette, et la paix du travail pour dix ans. Un peu la mort, quoi !

Or c'est par un travail de construction de l'unité syndicale qu'il sera possible de gagner la confiance des travailleurs et de les mobiliser dans les entreprises, dans les sections, au niveau national. Résister aujourd'hui aux patrons lithographes renforcera notre crédibilité demain pour construire un syndicat unique de la branche.

Premier acquis

La mobilisation est possible comme l'a montré la lutte des lithographes. Des débats en assemblées de délégués, la mise sur pied d'un comité national de grève, qui s'est réuni à plusieurs reprises pour préparer le mouvement, une votation générale des membres pour donner la compétence au comité central de décréter une lutte au niveau national, et enfin la grève de deux heures. Tout cela appuyé par des articles dans le journal syndical, l'édition de plusieurs tracts nationaux pour expliquer le déroulement des négociations et pour mobiliser les membres, un numéro spécial du journal pour donner les principaux arguments à la veille de la votation sur les mesures de luttes... et par une manifestation des retraités, à Berne, le jour même où l'association patronale se réunissait pour mettre en pièces leurs rentes. Cela n'a pas échappé aux patrons qui ont amorcé ce jour-là un semblant de recul.

Quelques chiffres. Lors de la votation générale des membres : participation de 53,3 o/o des membres (alors que 2500 membres sur près de 7000 sont directement concernés, tout le monde était appelé à voter), acceptation des mesures de lutte par 94,7 o/o de oui, et 70 o/o de participation au mouvement (arrêt de travail et assemblée syndicale au niveau de la ville). Voilà un acquis pour renforcer le mouvement et faire reculer les patrons.

Jean-Pierre Boillat

L'accord "historique" ETA-Marin - FTMH :

UN MARCHÉ DE DUPES

La FTMH (syndicat de la métallurgie et de l'horlogerie) flexibilise ! Comme nous l'avons déjà signalé dans ces colonnes (cf. les numéros du 15 novembre 1986 et du 13 décembre 1986), cette fédération a signé en catimini un accord avec l'entreprise ETA-Marin que les "modernistes" de tout poil qualifient d'historique. En fait d'histoire, il s'agirait plutôt d'un bond... en arrière. Flexibilité, travail en continu (le week-end et la nuit), horaires variables selon le bon vouloir du patron font partie de ces "innovations".

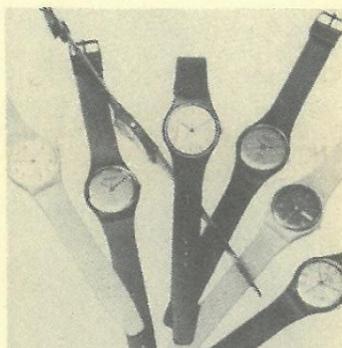
C'est la première fois qu'un syndicat d'une branche importante signe un accord autorisant le travail 24 heures sur 24, 7 jours sur 7, alors que cela ne s'impose pas pour des raisons techniques ou sociales mais uniquement pour des impératifs de profits privés. Ainsi les patrons d'ETA obtiennent l'essentiel de ce qu'ils recherchaient lorsqu'ils avaient engagé la bataille contre l'interdiction du travail de nuit des femmes !

Large opposition

C'est par la presse que les travailleurs/euses ont pris connaissance du contenu de l'accord. A Marin, la FTMH n'a tenu qu'une seule assemblée des syndiqué(e)s de l'entreprise (une minorité), ne disposant même pas du texte de l'accord. Pire, le syndicat a été jusqu'à refuser de donner une copie du projet à la Commission du personnel d'ETA et aux travailleurs intéressés, tout en affirmant que la majorité des travailleurs/euses sont favorables à cet accord. Une pétition organisée par le Comité travail et santé (CTS) devant l'entreprise de Marin a opposé un démenti flagrant : en un seul jour, 200 travailleurs/euses, dont 121 femmes, sur les 330 personnes concernées ont signé cette pétition, adressée à l'OFIAMT et à la FTMH, rejetant catégoriquement l'accord, en particulier les points concernant le travail le dimanche, le travail en équipes sans indemnité et l'horaire hebdomadaire moyen. Voilà qui remet à leur juste place les affirmations officielles comme quoi la grande majorité des employés d'ETA approuveraient l'accord... Une quarantaine de secrétaires et de présidents de sections de plusieurs fédérations de l'USS (Union syndicale suisse) et de responsables de commissions ouvrières dans la métallurgie et l'horlogerie ont apporté, en quelques jours, leur soutien à la pétition des travailleurs de Marin en soulignant notamment que cet accord affaiblit de toute évidence la revendication d'une ré-

duction du temps de travail à 40 heures, sans diminution de salaire, dans le cadre d'une semaine normale de travail. A l'heure qu'il est cette déclaration de soutien circule encore dans les rangs syndicaux.

Ainsi donc une large opposition s'exprime, partant des salarié(e)s d'ETA-Marin, les premiers concernés, et du Comité travail et santé de Neuchâtel et relayée par diverses prises de positions hostiles à cet accord (FTCP, SEV, Union-PTT, SLP, FCOM-CRT), sans oublier le PSO qui est partie prenante de cette lutte contre la flexibilité patronale. Au niveau local, l'USN (Union syndicale neuchâteloise) a voté à une très large majorité une résolution condamnant cet accord ETA - FTMH sur l'aménagement du temps de travail.



La Swatch : miracle ou mirage ?

Qui est pour ?

* Gilbert Tschumi bien sûr, secrétaire central FTMH et négociateur secret de l'accord et son expert-juriste, Christiane Brunner.

* La majorité de la presse "bien pensante" (*L'Hebdo*, *L'Impartial*, *Neue Zürcher Zeitung*, *Journal de Genève*...) qui chante les louanges de la "modernité" et de la flexibilisation des conditions de travail. *Le Journal de Genève*, dans un article au titre évocateur ("Les verrous sautent"), y voit "une des clés essentielles de la compétitivité

des entreprises".

* Les patrons, évidemment, qui attaquent le veto de l'OFIAMT (Office fédéral de l'industrie, des arts et métiers et du travail) fondé sur le non-respect des 26 dimanches obligatoirement chômés sur une année, mais qui surtout se réjouissent de ce que la FTMH ne respecte pas les thèses du dernier congrès de l'USS.

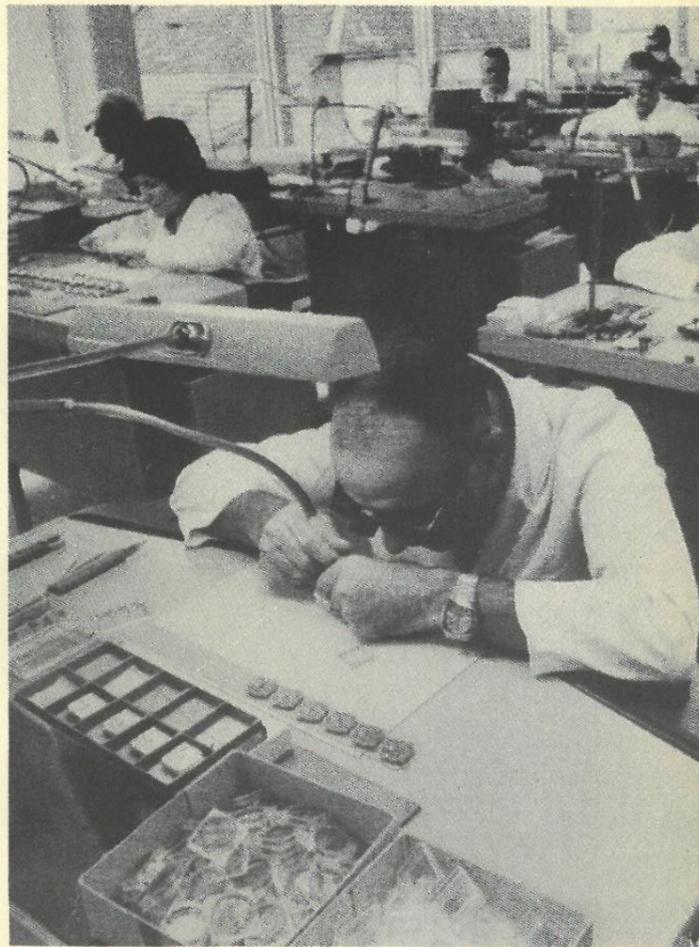
* Le conseiller d'Etat "socialiste" Pierre Dubois, chef du Département de l'économie publique de Neuchâtel. "C'est un des pas les plus importants qui aient été faits depuis que je suis à la tête du département, claironne-t-il à la FAN (27 novembre 1986). Maintenant, il faut qu'un tel accord s'applique à d'autres entreprises." Joyeux programme !

Pseudo-réalisme

La FTMH "rassure" en affirmant que les salaires sans primes ne seront appliqués qu'aux nouvelles équipes. Mais alors : soit ce nouvel accord est positif pour les salariés, comme le prétend la FTMH, et il serait souhaitable que tous en profitent le plus vite possible, soit ce n'est pas le cas - ce que pensent les travailleurs concernés et ceux qui ne veulent pas de la flexibilité patronale - et la "consolation" qu'il ne sera pas appliqué immédiatement à tout le monde est ridicule.

L'ACCORD

Les points principaux de l'accord stipulent que dans les ateliers où le travail en équipes existe déjà, ETA maintient le système en vigueur (horaire 40 heures, plus primes de 15 o/o, 20 o/o et respectivement 25 o/o pour le travail de nuit). Pour les nouveaux engagements en revanche, les primes d'équipes sautent et de nouveaux horaires entrent en vigueur : 30 heures la nuit ; 32,5 heures pour les équipes tournantes jour et nuit du lundi au vendredi et pour l'équipe du soir ; 35 heures pour les équipes alternantes matin et soir et 30 heures pour les équipes du week-end jour et nuit (voir *La Brèche*, No 374, 15 novembre 1986). Réduire le temps de travail pourrait apparaître positif. Mais entamer jusqu'à 25 o/o des salaires déjà très bas, voilà qui est inacceptable. D'autant plus si les mesures d'organisation du travail assurent la production d'un nombre identique de pièces en un temps moindre !



Reste l'argument de la concurrence internationale. Patrons et négociateurs FTMH invoquent cette dure réalité incontournable : "la survie de l'horlogerie face à la concurrence de pays comme la Corée du Sud, Singapour, Taïwan ou Hong Kong est à ce prix-là." Outre que la concurrence internationale est toujours brandie quand il s'agit de justifier n'importe quel compromis, cet argument, prétendument réaliste, est illusoire et irresponsable syndicalement. Si la production et les produits à concurrencer sont les mêmes que ceux de ces pays-là et que la concurrence ne s'opère pas par la robotisation, il faudrait alors péjorer considérablement les conditions de travail et de salaire, ce qui signifie supprimer tous les acquis que les syndicats ont mis des décennies pour arracher au patronat ! Sans compter que la diminution des salaires - pour les mettre au niveau de Hong Kong, par exemple - impliquerait une réduction du pouvoir d'achat et donc une atteinte au marché intérieur et aux secteurs qui en dépendent.

De plus, de nombreuses études économiques (notamment du Labour Department des Etats-Unis) indiquent que c'est dans l'industrie suisse que les coûts unitaires salariaux (montant des coûts salariaux directs et indirects par unités produites) ont augmenté le plus faiblement de tous les pays industriels développés. En réalité l'argumentation pseudo-réaliste sur la concurrence cache la volonté d'accroître la rentabilité des investissements du

Travail du dimanche et des week-ends

"Selon les données de l'Ofiamt, plus de 10 000 salariés d'entreprises industrielles travaillaient le dimanche en 1985. On ne dispose d'aucune donnée dans le secteur des services et pour le travail du samedi. Si le nombre de travailleurs du dimanche est resté stable au cours des dernières années, de fortes différences se manifestent selon les branches. Les autorisations accordées pour le travail du dimanche ont augmenté, entre 1984 et 1985, de 9 o/o dans le textile, de 12 o/o même dans la chimie, tandis qu'elles diminuaient de 25 o/o dans les arts graphiques."

(*Temps de travail et santé*, p. 37)

Travail en équipe et de nuit

"Les données statistiques sur l'ampleur du travail de nuit et en équipe en Suisse sont très maigres. En 1985, 100 000 salariés d'entreprises industrielles travaillaient hors des horaires normaux dans notre pays. Tout travail exécuté en dehors des heures d'ouverture légales, que ce soit en deux ou trois équipes, de nuit ou le dimanche ou dans des entreprises travaillant en continu exige une autorisation spéciale. On ne dispose d'aucune information à ce sujet en dehors du secteur industriel, mais on estime qu'en Suisse, le travail en équipe ou de nuit touche au total plus de 400 000 salariés."

(*Temps de travail et santé*, Documents de l'USS, p. 31)

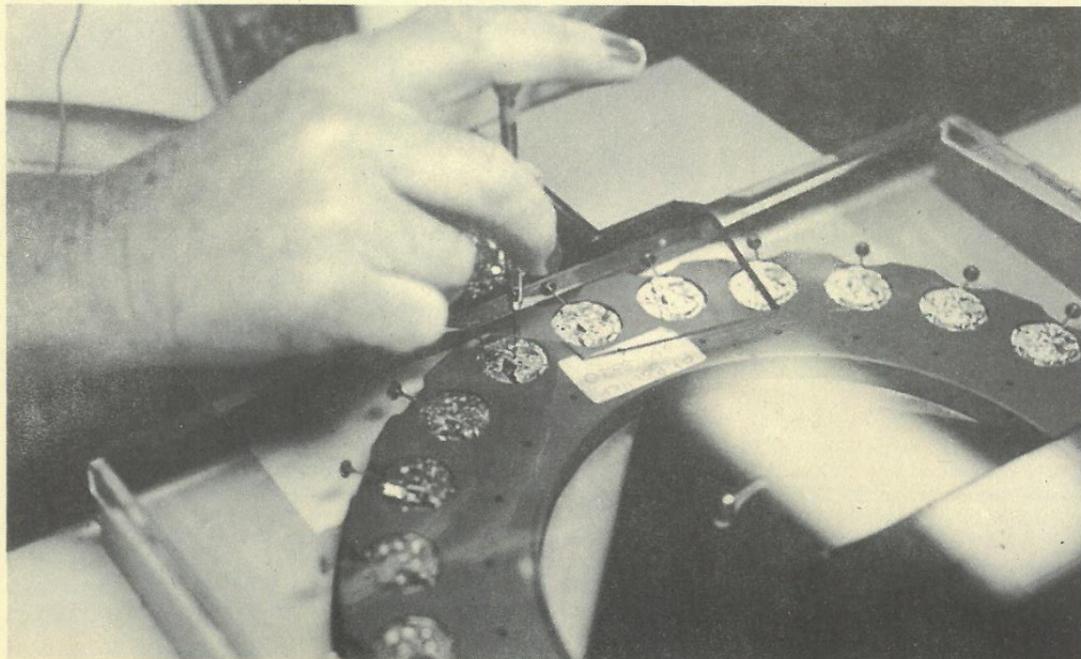
groupe SMH, dont ETA est une filiale, pour payer les avances des banques et rattraper, du point de vue du profit et non pas de l'emploi, la catastrophe industrielle horlogère conduite par les banques et les patrons.

Enfin, pour un pays aussi riche et développé que la Suisse, on ne peut pas fonder une perspective de développement sur la banalisation du travail de nuit non socialement nécessaire et sur le travail le dimanche. L'histoire industrielle de ce pays montre au contraire que ce sont des produits hautement développés, trouvant des places dans des niches du marché mondial, qui soutiennent l'avenir industriel. Dans ce sens on s'apercevra sur le moyen terme que le miracle de la Swatch risque bien de n'être qu'un mirage.

Cet accord représente un terrible précédent dont le patronat ne va pas manquer de s'inspirer pour déréglémenter les conditions de travail. La prochaine étape est claire : la levée de l'interdiction du travail de nuit des femmes dans l'industrie lors de l'échéance, en 1991, de la convention 89 de l'OIT (Organisation internationale du travail).

Le CTS continue son importante campagne contre l'application de l'accord. Le 7 février prochain il organise à Neuchâtel un forum contre le travail le dimanche. Un rendez-vous à ne pas manquer.

P. Girardet



Interfoto

"... et si l'esprit officiel nous désespère, je considère comme un droit de ne pas le cacher. Bien des choses vont totalement de travers dans le monde aujourd'hui, donc ici aussi, et démentent la Bahnhofstrasse et les banques de Zurich ou les arcades des joailliers et traiteurs de Berne, cet optimisme pimpant des kiosques et le ton qu'adoptent celles et ceux qui briguent des charges publiques."

"Un appel d'espoir est aujourd'hui un appel à résister."
"Résister est, je crois, ce qui est possible pour l'instant."

Max Frisch
(Die Wochenzeitung, 10 octobre 1986)

La renaissance du libéralisme conservateur

1 Quand Erich Gruner parle de "tournant politique à droite" (Tages-Anzeiger Magazin, 42/86) ou Kurt Muller de "renaissance du conservatisme libéral et de résignation de la gauche" (Neue Zürcher Zeitung 1/2 nov. 86), l'hésitation n'est plus possible. La politique amorcée en 1979 par les radicaux zurichois sous le slogan "plus de libertés - moins d'Etat" commence à mordre. Cette formule primaire du libéralisme, qui camoufle la volonté de pouvoir, égoïste et privé, de la bourgeoisie, et son projet de contre-réforme sociale, est en passe de se transformer de petit ruisseau en un véritable torrent :

- Toute extension de la sécurité sociale est bloquée et on se met, pas à pas, à la démanteler : la "neutralité des coûts" guide la 10e révision de l'AVS qui propose d'élever l'âge de la retraite des femmes, les subventions fédérales aux caisses-maladie sont rognées, etc.

- Les droits conventionnels et légaux qui protègent les travailleurs sont mis en cause : la "flexibilité" de la journée normale de travail s'en prend à un acquis centenaire de

L'IMPORTANT C'EST LA QUALITÉ DE LA VIE. MAIS LES BONNES CHOSSES COÛTENT CHER.



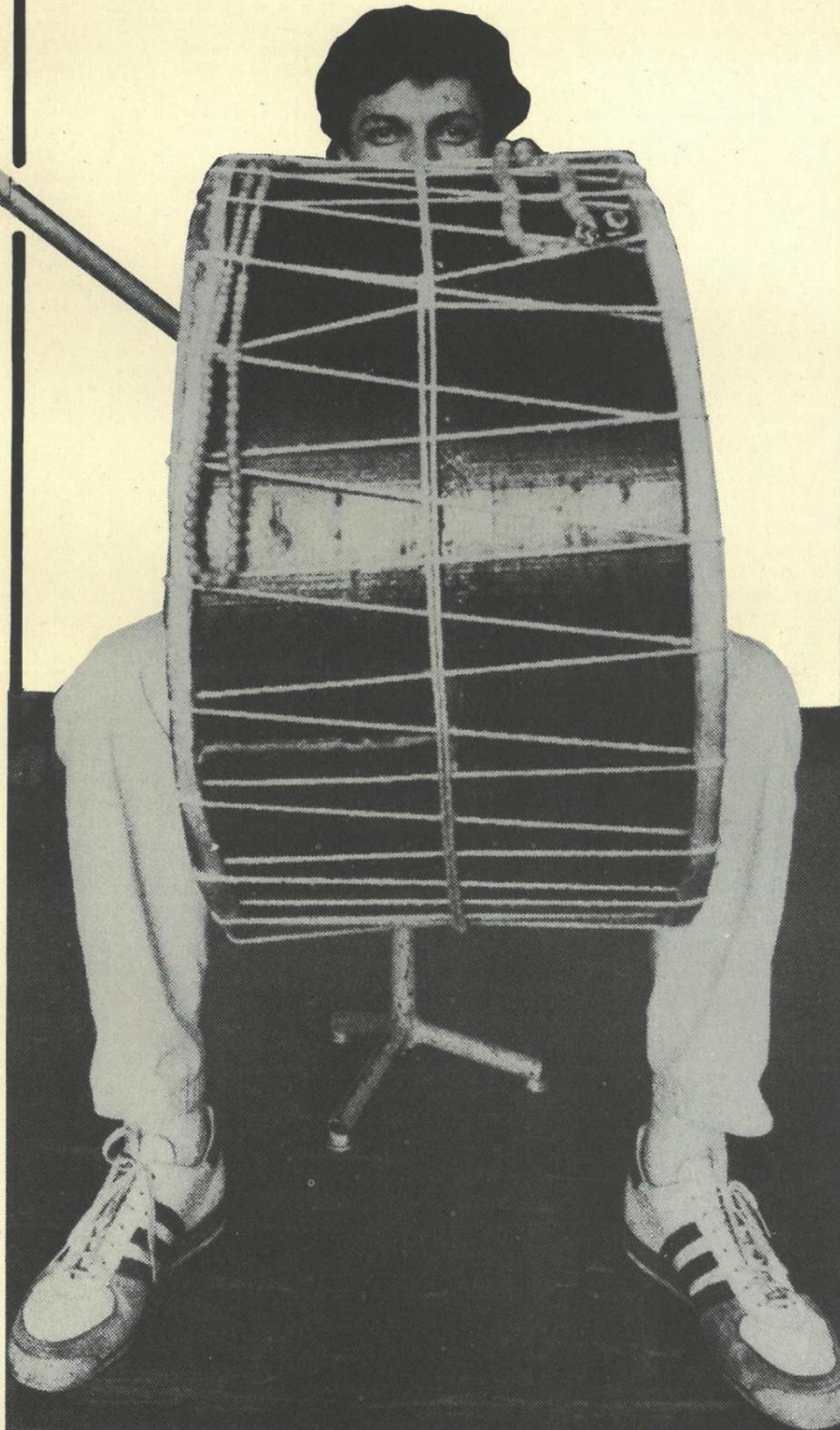
la majorité du moins des salariés, on veut lever l'interdiction du travail de nuit pour les femmes, réintroduire le travail du dimanche, tandis que des tribunaux prononcent l'interdiction du droit de grève, etc.

- Le recours au travail salarié des femmes se fait, en priorité, pour des tâches fragmentées, dotées d'un degré d'autonomie restreinte face à la machine (machine textile ou ordinateur), soumises à des horaires flexibles (services, etc.). Il en découle une tension accrue de leur exploitation et oppression comme salariées et, simultanément, comme responsables (souvent seules) des tâches ménagères et d'éducation des enfants.

- L'extension des services publics est bloquée pour donner accès au capital dans de nouveaux domaines. Certains secteurs rentables de régions publiques (Radio Suisse, PTT) commencent à être reprivilégiés.

- Les réformes fiscales des communes, des cantons et de la Confédération se font toutes en faveur du capital, des gens fortunés.

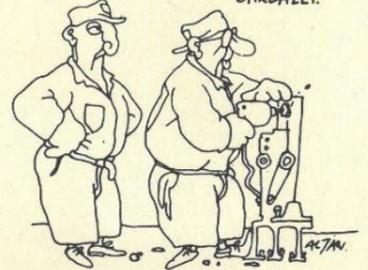
THÈSES POUR LE 7e CONGRÈS DU PSO-SAP-PSL



Nous publions ci-dessous le projet de thèses pour le 7^e Congrès national du PSO, projet adopté dans ses grandes lignes par le Comité central des 6 et 7 décembre 1986.

Comme nous l'avons indiqué dans *La Brèche* No 375, du 29 novembre 1986, le bimensuel du PSO accueillera dans ses colonnes les contributions des forces politiques qui désirent expliquer leur orientation et leur réaction face à la perspective de construction d'un mouvement unitaire et pluraliste. La discussion a déjà commencé dans les colonnes de *Bresche* (organe du PSO en Suisse alémanique), avec une contribution des Verts alternatifs de Saint-Gall. Elle se poursuit aussi dans les colonnes de l'hebdomadaire zurichois *Die Wochenzeitung* et dans celles du *POCH Zeitung* (organe des POCH). Nous publierons dans notre prochain numéro la contribution des "Grünen Alternative St. Gallen".

JE SOIS TENTÉ D'ABANDONNER LA POLITIQUE AU PROFIT DU PRIVÉ, CIPPUTI.
TU OBTIENDRAS CERTAINEMENT UN CRÉDIT DU GOUVERNEMENT, GARBAZZI.



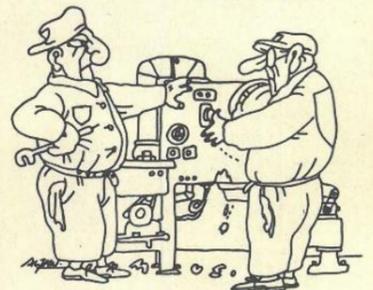
- Des secteurs de la population (retraité(e)s AVS, travailleuses célibataires ou divorcées ayant à charge des enfants, chômeurs/euses relativement âgé(e)s soit connaissent, soit avoisinent la pauvreté. Le développement inégal entre régions-cantons commence à nouveau à s'accroître; la panne de l'essor de régions comme celle de l'"arc horloger" ou des cantons moins développés (en Suisse romande ou centrale) traduit ce processus. En outre, en Suisse romande, surgit avec plus de force la fragilité du tissu industriel et le manque d'audace d'une bourgeoisie besogneuse mais point industrielle!

- Le "laisser faire" prévaut dans la protection de la nature et de l'environnement, laissant ainsi se produire des catastrophes comme celle de Sandoz, la mort des forêts, des "avaries" de centrales nucléaires ou des projets farfelus de dépôts de déchets radioactifs.

- L'érosion des droits démocratiques et l'extension des moyens de répression se couplent d'une offensive de la hiérarchie militaire, au plan de la propagande militariste comme des projets de renforcement de l'armée.

- Les mesures prises contre les réfugiés et les requérants d'asile expriment une orien-

ET LE COÛT DE LA VIE, CIPPUTI ?
ÇA DÉPEND POUR L'ACHETER OU LA VENDRE ?



tation des autorités fédérales ayant pour but de renforcer "le sens et sentiment d'ordre", le chauvinisme étriqué. La politique de Mme Kopp vise, de même, à faire la démonstration que les forces politiques bourgeoises traditionnelles "contrôlent la situation". Ces dernières espèrent ainsi consolider leurs positions électorales et prévenir une poussée des partis xénophobes en cas de difficultés socio-économiques accrues.

- Les multinationales et les banques pillent librement le tiers monde tandis que les frontières se ferment pour les victimes de cette politique.

Toutes ces mesures vont dans le même sens : lever tous les "obstacles à l'innovation et à l'initiative de l'économie" en réduisant la redistribution en faveur des plus faibles et en se "limitant à des conditions-cadre qui conservent à l'initiative privée et à la concurrence leur dynamisme et leurs possibilités de développement" (K. Muller dans l'article cité de la NZZ).

Ces mesures économiques et politiques se doublent d'une offensive idéologique qui se manifeste y compris en matière de création culturelle. Les fabricants d'idées ne cessent de s'adonner à la cause du "vive l'individualisme - finie la solidarité avec les défavorisés". Chaque amorce de solution collective est dénigrée comme "totalitaire" !

La crise d'ensemble du capitalisme

2 La bourgeoisie suisse n'a rien "inventé" en la matière, si ce n'est l'application concrète de cette politique aux conditions helvétiques. Elle se situe dans le cadre fixé par Reagan, Thatcher, Kohl et consorts, qui n'exclut pas pour autant la concurrence entre les pays impérialistes, mais qui partout se réfère à la même politique d'austérité et de démantèlement social.

La place particulière du capitalisme suisse dans le système économique mondial — aussi bien au plan de la production industrielle que du marché financier ou des services, que de la main-d'œuvre et du tourisme — n'implique pas qu'il puisse échapper aux effets de la longue vague dépressive qui marque l'économie capitaliste internationale. C'est sur cette toile de fond qu'il faut comprendre les initiatives économiques, sociales et politiques de la classe dominante. On assiste au début d'une contre-réforme dans tous les domaines, dont les rythmes sont évidemment moins brutaux qu'en Grande-Bretagne ou en Belgique, par exemple, d'une part à cause de la richesse accumulée (et des fortunes qui se réfugient en Suisse) et, d'autre part, à cause de la possibilité d'une gestion très souple de la force de travail (coussin amortisseur de l'immigration, paix du travail).

Les tensions sociales et politiques suscitées par cette contre-réforme ne déboucheront pas automatiquement sur un réveil de l'activité sociale des salarié(e)s et des opprimé(e)s. Une relance d'un mouvement de résistance à cette contre-réforme néolibérale dépend certes de grands événements mondiaux et européens qui détermineront le climat politique international et national. Mais elle est aussi liée, et pour nous c'est l'essentiel, à la capacité d'initiative commune, sur des objectifs précis de toutes les forces prêtes à résister à une bourgeoisie arrogante et sûre d'elle-même, et, dans ce cadre, à la responsabilité des forces politiques socialistes, écologistes, féministes, anti-impérialistes, non engluées dans la "Kondordanz politique", à s'unifier à partir d'un accord effectif sur de grandes tâches à moyen terme.

De grands "déséquilibres structurels" se manifestent dans les principaux pays impérialistes, aux Etats-Unis notamment.

— Dans la production proprement dite, les capacités excédentaires se maintiennent, y compris dans des secteurs de pointe, pesant toujours sur le taux de profit, et d'énormes capitaux ne s'investissent pas de manière productive, poursuivant leur course spéculative avec des méthodes chaque fois plus raffinées et explosives pour le système financier international.

— Sur le plan commercial, le protectionnisme et la stagnation du commerce mondial, qui ont eu pour premier effet d'accroître la dette du tiers monde, se prolongent; la concurrence inter-impérialiste en est redoublée.

— Dans le domaine financier, les dettes privées et publiques s'accumulent, certaines insolubles, y compris dans maints pays impérialistes (Etats-Unis).

Les éléments d'une accélération de la crise tendent ainsi à se combiner. Aucune évolution sérieuse ne se dessine en faveur d'une "sortie douce" de la crise capitaliste. Les raisons en sont multiples: inexistence de marchés de substitution quantitativement assez importants (malgré la croissance des dépenses d'armement); limites toujours présentes à une relance suffisante de la masse des profits pour satisfaire les besoins d'ensemble du capital; instabilité croissante du système de domination impérialiste et crise de direction politique des bourgeoisies dominantes; capacité de résistance, malgré des défaites partielles, de gros secteurs de salariés, etc. Toute "solution" capitaliste à la crise présuppose donc un changement massif des rapports de forces entre les classes sociales, mais aussi un changement des rapports de forces actuels entre pays impérialistes et pays dépendants (une politique commerciale, industrielle et militaire encore plus agressive contre les luttes populaires et les mouvements de libération), entre puissances impérialistes et pays post-capitalistes, et, enfin, entre pays impérialistes eux-mêmes (USA, Japon, RFA).

Cette offensive accrue de la bourgeoisie

est plus ou moins rapide et brutale selon les pays car la lutte pour une nouvelle division du marché mondial produit à la fois des perdants et des gagnants; le déclin relatif des Etats-Unis face au Japon et à la RFA illustre.

Dans cette vaste réorganisation du système productif et financier international, la bourgeoisie suisse tente de jouer sa carte et de rester dans le peloton des gagnants. Pour cela, elle est prête à couper quelques branches mortes (usines et secteurs peu rentables) et à faire payer la note aux salarié(e)s, entre autres en réorganisant profondément les rapports de travail. Les fractions dominantes de la bourgeoisie sont aussi décidées à modifier les règles qui ont régi, depuis longtemps, la production agricole.

Elle a incontestablement marqué des points dans divers domaines (machines-outils, chimie, etc.). Tout indique donc qu'elle est loin de vouloir faire de la Suisse une seule "place financière", selon la formule de radoteurs du PSS. Le grand capital saisit parfaitement l'importance — y compris pour la Banque — de maintenir un fort secteur industriel et surtout le cœur technique de l'industrie en Suisse. Certes, de nombreux "canards boiteux" devront être exécutés, avec les pertes d'emploi qui en découlent.

La Suisse, comme place financière doit aussi se réorganiser dans le cadre de l'explosion des nouveaux instruments financiers. Dans ce combat, elle va subir non seulement la concurrence de Francfort et de Londres,

— la menace générale de destruction de l'homme et de la nature qui s'est déjà soldée par Harrisburg, Sandoz, etc.;

— le chômage massif avec toutes ses conséquences tragiques pour ceux qui le subissent et pour la société dans son ensemble;

— la résistance obstinée et croissante à la réalisation des "droits égaux" pour les femmes;

— la contradiction exacerbée entre le potentiel créatif (au plan social, culturel, scientifique) — qui s'est embryonnairement exprimé durant trente ans de boom — et l'étroitesse de l'avenir proposé par le néolibéralisme comme la résurgence de véritables plaies sociales provoquent une relance du racisme, d'une violence socio-pathologique.

Tout cela souligne la nécessité d'une rupture radicale avec ce système. Croire qu'on pourra résoudre ces problèmes dans le cadre des structures existantes (l'économie de marché, l'Etat bourgeois) est une illusion. Mais l'exemple de Tchernobyl comme la lutte de Solidarność indiquent de même que sans une société autogérée effective il ne peut y avoir une certaine harmonie entre le pouvoir, l'économie, la société.

Cependant, il faut savoir partir des rapports de forces sociaux et politiques réels pour initier un mouvement de résistance, précondition nécessaire à toute lutte plus vaste, à toute rupture. Dès lors, en Suisse, c'est en engageant déjà la lutte contre le démantèlement des acquis et pour des réformes immédiates, que doit s'organiser un mouvement qui puisse répondre aux tâches de la période présente.

L'ancien et le nouveau dans le mouvement ouvrier



"L'esprit officiel nous désespère." Le droit de ne pas regarder dans la même direction.



les chocs des crises du système financier international, mais aussi les éclaboussures des multiples scandales auxquels les banques suisses sont liées (fortune du dictateur Marcos, transfert de fonds à la contra nicaraguayenne, etc.). Un des sous-produits de ce reclassement économique à l'échelle internationale n'est autre que l'esquisse d'une redéfinition, encore incertaine, de la politique étrangère. Le déclin relatif des Etats-Unis, le rôle de proue de la RFA, la nouvelle place du Japon poussent des secteurs bourgeois à remettre à l'ordre du jour une relance d'une politique plus européenne.

Dans une économie mondiale ballottée par une crise lancinante, la petite barque suisse risque d'être secouée. La bourgeoisie en est consciente et fait un effort pour réaménager son système de domination politique et sociale, en ajoutant à la vieille politique de "paix du travail" une série de "mesures sociales" visant à congeler et stabiliser une base sociale (attachement au 11e pilier, propriété par étages, système d'assurances-vie, etc.). De plus, elle mène campagne pour inventer une prétendue identité nationale, dont la fonction n'est autre que de bloquer l'expression d'antagonismes sociaux sous forme d'opposition de classe.

Il faut saisir la nature de cette crise rampante et l'ampleur des catastrophes générales que produit ce système:

— la faim et l'appauvrissement dans le tiers monde et même dans les grandes cités du "premier" monde;

— le danger de guerre qu'entretiennent la politique d'armement à la Reagan (guerre des étoiles) ou l'intervention contre-révolutionnaire des Etats-Unis en Amérique centrale, de la France en Afrique ou d'Israël dans le Proche-Orient;

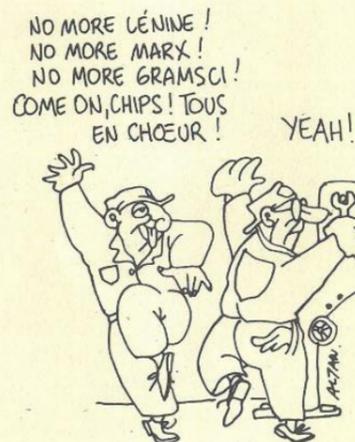
— l'utilisation par l'impérialisme de conflits locaux (Iran-Irak) non seulement démontre le cynisme des "moralistes" de la Maison Blanche, mais stimule le risque de leur extension;

— la guerre criminelle de l'URSS en Afghanistan, comme le refus des dirigeants du Kremlin de prendre une initiative audacieuse de désarmement ne peuvent qu'affaiblir le vaste mouvement pour la paix et le combat contre la politique agressive de l'impérialisme;

3 Les effets à long terme de la "paix du travail" ont provoqué en Suisse une crise profonde du mouvement ouvrier, politique et syndical. Il n'apparaît plus, aux yeux des travailleuses et des travailleurs, comme une alternative à la bourgeoisie capable de proposer des solutions propres et une perspective sociale crédible. Il s'est montré incapable d'organiser et de regrouper les forces qui résistent à l'offensive bourgeoise. Il ne peut donc apparaître comme un pôle d'attraction aux mouvements sociaux d'opposition.

On peut parler de la "fin d'un cycle". Cela signifie:

— Les forces du mouvement ouvrier liées à la concertation sociale ont été et restent incapables d'organiser les nouvelles couches de salariés, souvent majoritaires, qui se sont formées avec les grandes mutations des forces productives (techniciens de produc-



tion, employés des différents secteurs des "services").

— Ces couches ont très peu de liens — culturel, social ou politique — avec le mouvement ouvrier organisé. Il est, par exemple difficile de croire que la FTMH



puisse être une force attractive aux yeux de techniciens (et plus encore de techniciennes) et de jeunes travailleurs qualifiés. Quand la FTMH s'adresse aux "cols blancs", sa politique ne diffère pas de celle des organisations d'employés largement contrôlées par le Parti radical.

— La politique de division consciente suivie par l'essentiel des directions syndicales à l'égard des immigrés a eu pour effet que, dans bien des secteurs où domine une main-d'œuvre immigrée non qualifiée, les syndicats n'existent plus ou sont très faibles. Les travailleurs immigrés ont été acculés à un statut social et culturel marginal et n'avaient parfois d'autres choix que de s'intégrer superficiellement aux valeurs dominantes de la société helvétique, car ils ne trouvaient plus d'accueil dans un mouvement ouvrier sclérosé.

— L'incapacité historique des organisations traditionnelles (PSS, PdT, USS, CSC) à répondre aux aspirations nouvelles des femmes, des mouvements écologistes et des jeunes, est une preuve de leur ossification.

— Ayant démontré, au cours de deux récessions, son incapacité à développer une résistance élémentaire, l'essentiel de la direction de l'Union syndicale suisse cherche aujourd'hui à se maintenir en vie par une politique de collaboration et de capitulation absolues ("le syndicat lutte pour le travail du dimanche", par exemple).

Un autre courant (dans les directions du SSP/VPOD et de la FOBB), tout en res-

LES PATRONS
NOUS
EXPLOITENT.
TON MANICHÉISME
DÉMAGOGIQUE
NE NOUS MÈNE
À RIEN, PEPPE



tant dans le cadre de la concertation sociale et de ses anciens mécanismes, cherche, par une activité minimale, à se créer une certaine marge de manœuvre face aux patrons.

Ceci dit, les éléments d'une politique de classe indépendante se sont dessinés, depuis les années soixante-dix, dans des secteurs du SSP/VPOD, du SLP, de la FTCP, de la FOBB ou par la construction de la CRT et du SIT en Suisse romande. Le développement de ces forces et leur capacité à se lier aux autres courants d'opposition dans le pays seront déterminantes pour l'évolution d'un "nouveau cycle" du mouvement ouvrier.

— L'achèvement de "l'ancien cycle" du mouvement ouvrier signifie, pour le Parti socialiste suisse, un effritement de sa base ouvrière traditionnelle liée aux syndicats. Son identification complète à un "parti de gouvernement responsable" le rend toujours moins attractif pour les "anciennes couches" de salariés, parce que les miettes concédées en retour se font plus rares.

Quant aux "nouvelles couches", à l'exception de quelques carriéristes, elles ne voient en lui aucune perspective de changement social.

Le PSS se retrouve ainsi entre deux chaises. Sa perte rapide de membres et d'électeurs le pousse à se donner une image nouvelle — lancement de l'initiative pour la sortie du nucléaire, soutien au référendum contre la loi sur l'asile, proposition de listes de femmes ici ou là, débat à la SPD (parti socialiste de RFA) sur la modernisation du

parti et de "l'économie". Il fait ainsi le lit de la "flexibilité" prônée par Arnold, Hajek & Co.

Pour le PSS, il s'agit de conserver par là sa place au gouvernement et de ne pas chuter au-dessous de 20 o/o aux élections nationales. Pour reprendre les termes de Hablutzel : "La démocratie de concordance se trouve aujourd'hui dans une situation instable. Si elle se montre capable d'utiliser toutes ses ressources — et parmi elles les rencontres des partis gouvernementaux —, elle assurera encore à l'avenir les tâches de direction politique de la société qui s'imposent. Les partis, et avant tout les partis gouvernementaux, ont ici une grande responsabilité" (Der Bund, 9 septembre 1986).

Deux éléments démontrent qu'aucun changement réel ne se dessine dans le PSS : le débat de 1984 sur la participation gouvernementale est totalement tombé dans l'oubli alors qu'Aubert et Stich participent directement à la politique étrangère et d'austérité du Parti radical. Et depuis le feu de paille de la candidature Uchtenhagen, la gauche organisée du PSS a été quasi éliminée.

Certes, des forces isolées continuent à vouloir sincèrement modifier la situation dans la société (et non dans le parti). Tous n'appuient pas le tournant droitier de la direction du PSS et tentent de l'arrêter. Si une force se constitue à gauche du PSS et se montre capable d'intervenir plus efficacement dans les événements politiques, ces militants critiques du PSS retrouveront de l'oxygène et un appui pour développer une politique alternative. Ceci dépendra notamment de la capacité qu'aura cette nouvelle force politique d'adresser systématiquement des propositions d'action au PSS.

— L'évolution du Partito socialista autonomo au Tessin traduit sa volonté de devenir un parti de gouvernement. La fusion qu'il recherche avec le PS s'inscrit dans cette option "d'assumer des responsabilités gouvernementales". Issu, à la fin des années soixante, d'une scission du PS tessinois — dont le refus de la concertation sociale et de la participation gouvernementale était le cœur —, ce parti a évolué à gauche sous l'impulsion de la radicalisation en Europe et en Suisse. Au milieu des années soixante-dix, sous l'influence du PCI, il s'est allié au PdT

et aux POCH dans un bloc d'opposition à la concertation sociale. Sous l'effet de la situation actuelle, il s'est à nouveau détaché de ce bloc pour suivre une voie qui le ramène au sein du PSS. Seule la réticence de la droite du PS tessinois freine actuellement sa fusion avec celui-ci.

— Le Parti suisse du travail, pour sa part, se retrouve, dans cette situation, à lutter pour sa survie. Ebranlé depuis la fin des années soixante par la crise des sociétés post-capitalistes, sans cesse coupé des couches jeunes et sans perspectives, il se limite à défendre ses derniers mandats. La tentative de donner au parti une "nouvelle image", impulsée par des militants plus perspicaces, se heurte à la résistance tenace de ceux qui veulent faire le dos rond en ces temps difficiles et misent sur la "providence" de Gorbatchev... qui, lui, réprime les Kazakhs !

Toutes les forces qui, par leur histoire, sont liées au mouvement ouvrier, sont aujourd'hui en difficulté. Celle-ci tient, pour l'essentiel à l'absence d'une alternative crédible à la société actuelle, y compris pour des couches radicalisées. L'échec des gouvernements de gauche en RFA, en France, en Angleterre, etc. y a fortement contribué. Ces échecs, prévus et prévisibles, pèsent néanmoins de tout leur poids négatif. Quant aux sociétés post-capitalistes, leur régime autoritaire et bureaucratique affronte en outre une période de stagnation économique et sociale. Néanmoins le combat de Solidarność comme

sa résistance obstinée indiquent qu'à "l'Est il y a du nouveau" !

Pour toutes ces raisons, seule une minorité de ceux qui s'activent et qui pensent recherche une alternative sociale globale. L'indiscutable écho du Nicaragua montre toutefois que des expériences positives peuvent amorcer un changement.

Des forces nouvelles, une résistance diversifiée

4 Produits des discriminations structurelles subies par les femmes et de la crise de l'environnement, des mouvements sociaux ont vu le jour, en permanence, dans les années soixante-dix et quatre-vingt. Ils agissent hors du consensus helvétique (mouvements des femmes, des jeunes, pour la solidarité avec la lutte du peuple nicaraguayen et des peuples du "tiers monde", contre le nucléaire, pour la paix).

Beaucoup de ceux qui y font leurs premières expériences politiques ressentent les frontières organisationnelles des partis et organisations existants comme un cadre trop étroit. Certains n'attendent même rien de changements institutionnels.

D'autres se sont donné de nouvelles structures. Il en est issu un parti dont certains courants se reconnaissent explicitement dans le cadre institutionnel, politique et social mis en place par la bourgeoisie : la Fédération des partis écologistes de Suisse (FPES). Quand ses porte-parole au parlement — et, depuis, dans les cantons et les communes — se situent consciemment dans le cadre de l'économie de marché, ils ne parlent certainement pas au nom de tous leurs membres et électeurs. Ce faisant, ils n'apparaissent pas comme une réelle alternative à la social-démocratie, portant un autre projet de société. La FPES suit avant tout une politique électorale et espère glaner davantage de concessions sur les problèmes écologiques en appuyant les mesures de démantèlement social. De là leur refus de la protection de la maternité, de l'abaissement de l'âge de la retraite, des ateliers publics de formation et leur proposition de prévenir désormais des catastrophes à la Sandoz par une augmentation des prix !

Les forces qui se situent hors du consensus helvétique doivent néanmoins agir ouvertement et sans sectarisme en direction de la FPES, car beaucoup de ses membres participent à une manifestation comme celle de Gösigen quand bien même sa direction s'en distancie...

Le conservatisme libéral de la bourgeoisie et la résignation de la gauche traditionnelle suscitent toutefois plusieurs mouvements de résistance d'orientation plus fondamentale — et ceci malgré le rapport de forces politique et social défavorable. 50 000 manifestants pour la paix, 30 000 à Gösigen, 110 000 signatures pour une initiative demandant l'abolition de l'armée en sont les indices les plus frappants.

— Dans les syndicats, tous ne se résignent pas. Des femmes s'engagent pour un syndicalisme actif des femmes, se lient au mouvement féministe et conjuguent ainsi leurs initiatives.

— Le mouvement des femmes se poursuit et se réorganise, développant des formes diverses : Weiberrate, début d'organisation nationale comme l'OFRA, commissions féminines syndicales. Les propositions des femmes actives trouvent un écho bien au-delà des "activistes" qui répond aux profondes transformations qu'a connues la situation des femmes dans la société.



CONGRÈS DU PSO

— En Suisse romande, la constitution et l'activité du Syndicat interprofessionnel des travailleurs (SIT) et de la Confédération romande du travail (CRT) indiquent qu'une politique de résistance est possible.

— Face aux catastrophes de Tchernobyl et Sandoz-Schweizerhalle le mouvement écologiste a montré qu'il est toujours bien en vie.

— La solidarité internationale se poursuit en défense du Nicaragua et des opprimés d'Afrique du Sud.

— Le mouvement de soutien à Solidarność maintient ouverte la discussion sur la perspective d'une société autogérée.

— Un large mouvement d'opposition s'est formé contre la recrudescence du racisme et en défense du droit d'asile. Il regroupe, comme les mouvements de solidarité avec le Nicaragua et les peuples d'Afrique du Sud, des chrétiens et des militants de la gauche.

Toutes ces activités se traduisent également sur le plan politique. Dans presque toutes les régions, un ou plusieurs groupements se sont constitués qui offrent toute la palette du vert écologiste au rouge social en passant par le mauve féministe. Deux partis représentant une force nationale, les POCH et le PSO, s'y intègrent.

Ces expériences ont le plus souvent un caractère local et restent donc très atomisées. Un large accord se dessine néanmoins, en dépit des différences stratégiques, autour de tâches politiques communes. Réunir ces expériences locales et ces débats dans un cadre national ne peut que les enrichir et leur donner une plus grande efficacité.

Construire un mouvement unitaire, pluraliste et organisé pour une solidarité active

5 Divers secteurs des mouvements de résistance qui se situent hors du consensus helvétique ont déjà entrepris de se rassembler sur le plan local, régional ou cantonal, sans limiter pour autant la diversité de l'opposition. Ils y ont gagné en efficacité.

La question essentielle est aujourd'hui la suivante : comment peut-on développer une force politique nationale, dans les régions de la Suisse (allemande, française et italienne), qui soit capable de :

— servir à une mobilisation réelle, directe et efficace dans les différents secteurs sociaux et puisse positivement contribuer en activités des syndicalistes actifs;

— devenir attractive pour de nouvelles couches sans qu'elles doivent pour autant se décider directement à adhérer à une organisation ou une autre;

— garantir une présence institutionnelle.

Une force politique qui s'affirme :

- en opposition radicale aux mesures d'austérité et de démontage social et tente, au contraire, de gagner de nouveaux acquis sociaux élémentaires comme une assurance-maladie sociale, la retraite à 60 ans, un congé-maternité avec congé parental, etc.;

- contre tous les plans de "dérégulation" patronale (flexibilité des conditions de travail, réduction encore accrue des droits syndicaux, etc.) et mobilise pour une réduction générale du temps de travail à 35 heures par semaine;

- contre les manifestations de la domination patriarcale dans tous les domaines;

- son appui à la grande masse des femmes qui veulent défendre et améliorer leur statut et leurs conditions de vie, tant au travail que dans la vie sociale et publique, et sa volonté de modifier réellement le statut social des femmes par des mesures antidiscriminatoires dans la formation, l'emploi et la vie sociale, tout en combattant les attaques réactionnaires contre la décriminalisation de l'avortement;

- sa volonté de ne pas se contenter de demi-mesures pour protéger l'environnement, de s'opposer à la logique destructrice de l'économie de profit (cf. Sandoz) par un réel contrôle et une intervention directe des travailleurs, de la population et des organisations écologistes sur la production et de sortir tout de suite du nucléaire, et non quand le capital investi sera rentabilisé;

- la défense sans compromis des droits démocratiques contre l'Etat policier et les interdictions professionnelles;

- la lutte contre la politique d'armement

bourgeoise et le renforcement de la présence de l'armée (Trident, apf...);

- son opposition à l'impérialisme suisse, à l'idéologie du "particularisme national", contre tous les courants nationalistes et sa solidarité active avec les luttes de libération des peuples opprimés des pays dépendants;

- son soutien inconditionnel des requérants d'asile, pour une Suisse ouverte et solidaire;

- son soutien à des mouvements de masse comme Solidarność;

- une pratique parlementaire différente qui, par exemple, reprenne les exemples les plus valables des Verts allemands ou de Democrazia Proletaria en Italie.

Les partis qui ont une existence nationale, les POCH et le PSO, et sont déjà intervenus sur ces questions, souvent de manière commune, ont certainement une responsabilité particulière dans la réussite et la constitution d'une telle force politique nouvelle.

Les POCH ont tiré, au début des années quatre-vingt, la conclusion qu'aucune nouvelle impulsion ne viendrait du mouvement ouvrier. Ils ont renoncé, à partir de cette évaluation, à leur ancien projet de former un courant de gauche dans le mouvement ouvrier avec le PdT, le PSA et les PC de l'immigration.

Ils se sont lancés dans le projet d'un regroupement avec les verts ("Grüne Bogen"). Ce regroupement voulait donner une place à tous les mouvements "dissidents". Ils mettaient ici un fort accent sur le parlementarisme en cherchant à contacter dans cette optique les "forces vertes" et à concurrencer le parti vert en expansion. Ils se sont ainsi retirés des mouvements actifs. Les succès de la FPES ont limité cette évolution des POCH, laissant peu de place au projet du "Grüne Bogen". Les POCH y ont perdu une part de leur identité politique et programmatique et les conditions de leur développement se sont avérées plus difficiles, provoquant en leur sein un débat en profondeur dont personne ne peut prévoir l'issue.

Par leur histoire (la campagne pour les 40 heures notamment), mais aussi par leurs revendications actuelles (l'initiative AVS), les POCH apparaissent à leurs électeurs comme une force rouge-verte qui se situe à gauche du PSS et de la FPES. Transposer cette image, en termes de programme et d'action, dans le cadre d'un nouveau mouvement organisé, constituerait un pas en avant utile pour tout le mouvement de résistance en Suisse.

Sans chercher à nier nos propres difficultés et limitations, nous constatons que le PSO représente une force nationale organisée dans les trois régions linguistiques (avec trois journaux réguliers), qui se situe à gauche du PSS et de la FPES et dispose d'une capacité d'initiative et d'action. Notre parti a plusieurs points de référence politique généraux qui constituent un cadre minimal d'expérience et d'élaboration collectives; malgré une difficulté, parfois, à saisir des formes nouvelles d'opposition.

Notre longue expérience d'implantation syndicale et d'entreprise nous a permis de gagner une place dans les syndicats qui nous donne un lien concret avec la réalité sociale. Elle nous permet aussi d'intervenir activement dans le processus de reconstruction et

de reconstitution du mouvement ouvrier. Ces acquis doivent à tout prix être conservés et développés.

Cette insertion dans les secteurs radicaux du mouvement ouvrier ne nous a pas empêchés de développer une capacité d'initiative et d'intervention politique sur le plan national. Notre participation au référendum sur les crédits militaires, aux initiatives pour l'abolition de l'armée, la protection de la maternité et la formation professionnelle l'ont amplement démontré. Tout comme notre participation aux mouvements pour la paix, le droit d'asile et la défense de l'environnement (centrales nucléaires, contre le bétonnage, mobilisation contre la chimie). A ce chapitre, citons encore notre présence dans la jeunesse et le travail de solidarité internationale.

Le PSO a par ailleurs défendu quelques idées fondamentales qui restent actuelles, même dans ces temps plus difficiles : l'importance de se situer aux côtés tant des sandinistes que de Solidarność, la nécessité de défendre, au-delà des confrontations politiques immédiates, l'objectif et la perspective d'une société réellement démocratique et autogérée.

Mais ces acquis et ces expériences de près de vingt ans de construction de la LMR et du PSO, qu'il faut encore enrichir, ne nous permettent pas de remplir seuls le vide politique que connaît la gauche. Pas plus que les POCH ou les forces alternatives-vertes qui ont une existence locale ne peuvent le remplir à eux seuls et répondre de manière suffisamment attractive et utile à ceux qui se confrontent aujourd'hui aux nouveaux problèmes sociaux. C'est pourquoi le PSO est prêt à engager tous ses acquis, ses expériences et ses idées dans la construction d'une nouvelle force politique alternative. Nous sommes prêts à dissoudre la forme d'organisation que nous avons eue jusqu'ici au profit de la construction d'un mouvement organisé et pluraliste.



Un tel mouvement organisé et pluraliste doit devenir le lieu de rencontre et d'expérience politique commune de toutes les forces actives de la palette "rouge-verte-mauve". Que ce soient celles qui ont développé, ces dernières années, des regroupements locaux, régionaux ou cantonaux verts-alternatifs, que ce soient des militants ou syndicalistes représentatifs de l'histoire de la gauche qui ont gagné, ces dernières années, une certaine autorité par leur capacité de mener des actions de résistance.

Un PSA au Tessin pourrait trouver ici une réelle alternative au PSS.

Des forces chrétiennes qui ont développé récemment des groupes de contact, doivent aussi pouvoir trouver leur place dans un tel

mouvement politique organisé et pluraliste.

Quel serait le cadre pluraliste et unitaire d'un tel mouvement? Il ne s'agit certainement pas de mettre tout sur le même pied, au contraire: des idées et des expériences différentes, des histoires d'origines diverses existeront et s'enrichiront réciproquement.

C'est pourquoi nous proposons un mouvement organisé qui permette de rassembler les forces de résistance actives. Il devra définir ses grandes lignes politiques dans une charte, qui n'a pas besoin d'être valable pour toujours mais de définir un dénominateur commun à l'action commune. Cette charte n'a pas besoin de clarifier tous les points mais devra fixer les points qui restent ouverts à la discussion publique. Il s'agit donc de former un mouvement organisé pluraliste où différents courants idéologiques puissent coexister dans la confiance mutuelle liée à une pratique. Un mouvement organisé qui, par des séminaires, des cours de formation ouverts à tous ses membres, permette de développer une réelle discussion pluraliste — comme le font, partiellement, les Verts allemands. A la condition toutefois qu'une réelle et ferme volonté s'affirme de combattre les intérêts de clique ou de lobbies parlementaires au profit d'une démocratie active de tous les membres.

Ce mouvement organisé doit être capable d'assurer une certaine présence institutionnelle sur le plan communal, cantonal et fédéral, ce qui signifie y compris un certain degré de fédéralisme.

Un tel projet n'a de sens que s'il est conçu à long terme et démontre sa capacité de fonctionner, de porter des campagnes nationales, un travail syndical national et une mobilisation des différents secteurs sociaux. Chacun doit pouvoir y apporter la richesse de ses expériences et de ses capacités pour en accroître l'efficacité.

Tout parti, organisation, groupement ou individu qui se situe aujourd'hui hors du consensus helvétique est placé devant la même tâche et les mêmes responsabilités. Développons donc ensemble cette réponse, constituons un mouvement organisé et pluraliste sur la base de nos expériences (dans la campagne pour la retraite à 62/60 ans, par exemple).

Nous n'avons pas de modèle préfabriqué pour un tel mouvement. La forme qu'y prendront chaque parti, groupe ou organisation dépendra de ce que définira la plateforme (charte) comme tâches communes, des discussions communes, de l'activité et des expériences, de ceux qui y participeront aussi.

Le PSO, en tout cas, a la volonté de répondre à ce défi et se montre prêt (dans la mesure où la volonté de diverses autres forces s'explique dans le même sens) à renoncer à la forme organisée qu'il a eue au profit de la construction de ce mouvement organisé. Il met ainsi toutes ses ressources, ses forces et ses expériences à la construction d'une large organisation ou puissent s'engager côte à côte des socialistes, des écologistes, des féministes, des tiers-mondistes.

Si un tel mouvement organisé et pluraliste parvient à voir le jour, il permettra de mieux résister à l'offensive du libéralisme conservateur bourgeois et de surmonter la résignation de la gauche.



Territoires occupés :

TROP C'EST TROP



Les boutiques arabes sont attaquées aux cris de "Mort aux Arabes".

Soumise aux provocations de l'extrême droite sioniste et à une répression de masse, la population palestinienne des territoires occupés laisse exploser sa colère. Les effets n'ont pas fini de s'en faire sentir en Israël.

* De notre correspondant en Israël, Michel Warshawski.

Les territoires occupés vivent une révolte telle qu'on n'en avait pas vue depuis le printemps 1982. Les frustrations et la colère accumulées ces dernières années ont d'un seul coup explosé, transformant les centres urbains de Cisjordanie et de la bande de Gaza en champ de bataille opposant des milliers de jeunes Palestiniens et l'armée israélienne.

Les pogroms organisés par l'extrême droite israélienne dans la vieille ville de Jérusalem en ont constitué le détonateur. L'assassinat, le 15 novembre, d'un colon juif établi en plein centre du quartier musulman a permis aux bandes fascistes du rabbin Kahane et aux militants de la Tehiya et du Goush Emounim de s'attaquer aux habitants arabes, recourant même aux cocktails Molotov. Le sommet de cette stratégie de la tension intervint à l'occasion de la procession organisée par l'extrême droite israélienne à l'occasion de la fin du deuil. Ce jour-là, plusieurs milliers de Juifs défilèrent dans les ruelles de la vieille ville, attaquant boutiques et passants aux cris de "Mort aux Arabes!". Durant plusieurs jours, la peur domine et plus d'une dizaine de familles quittent leurs maisons. Ce que recherchent précisément les colons, afin d'élargir

l'implantation sioniste dans le quartier musulman. Puis vient l'heure de la riposte, sous la forme d'une grève générale à Jérusalem et d'autres villes des territoires occupés, de manifestations de lycéens et d'attaques de véhicules israéliens.

Provocations israéliennes

Les habitants s'organisent alors en comités de solidarité et d'autodéfense, initiative rapidement suivie dans d'autres localités. Hormis quelques déclarations équivoques qui "compréhendent la colère de la population juive, mais néanmoins s'opposent à des attaques qui remettraient en question la coexistence des deux communautés à Jérusalem", les autorités montrent un manque de fermeté par rapport aux pogromistes. Ceux-ci ont le sentiment d'être soutenus, ou au moins d'être compris.

Le calme n'étant pas encore revenu à Jérusalem, c'est l'université de Bir-Zeit qui donne un nouvel élan aux manifestations. Là aussi, l'initiative provient du côté israélien. Depuis plusieurs mois, l'armée place des barrages à quelques kilomètres du campus, refoulant une partie des étudiants et du personnel de l'université, les autres se trouvant dans l'impossibilité de suivre normalement leurs cours. Or, après plus de trois mois de grève (non politique pour une fois), les étudiants veu-

lent, plus que tout, rattraper le temps perdu et étudier. A tel point que la pénétration de patrouilles militaires sur le campus et dans les cafétérias ne provoque pas de réactions importantes.

Mais la patience des étudiants connaît des limites. Et elles sont atteintes le jeudi 4 décembre. Un nouveau barrage, la colère monte, l'armée attaque. A quelques kilomètres de là, Bir-Zeit se couvre de barricades. L'armée tire, faisant deux morts et plusieurs blessés graves. On empêche les ambulances de parvenir au campus. Les manifestations s'étendent à Ramallah; l'armée tire à nouveau, cette fois à l'hôpital, sur les étudiants venus donner du sang pour les blessés. On dénombre deux morts et de nouveaux blessés. Le couvre-feu est instauré sur Ramallah et le campus est fermé. Une mesure que le commandant de l'administration civile de Cisjordanie prend ensuite contre l'université de Bir-Zeit puis contre celle de Naplouse.

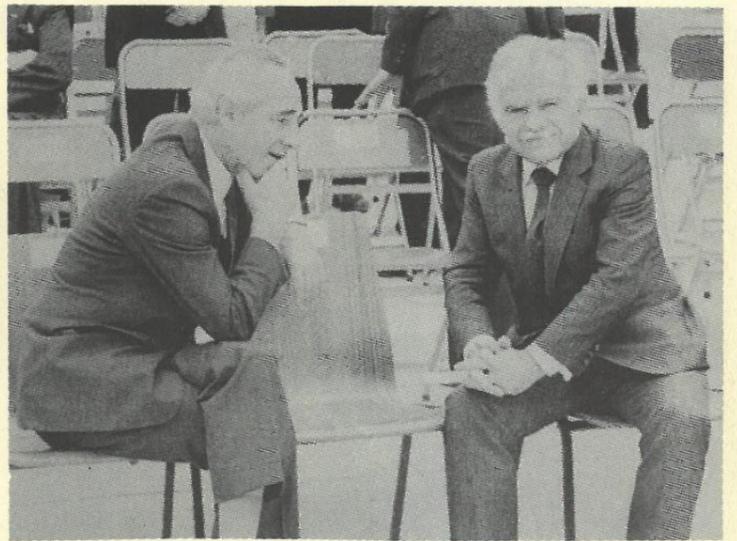
Les événements de Bir-Zeit vont changer la situation dans l'ensemble des territoires occupés. Les camps de réfugiés de Ballazat, Deheise, Amari et Kalandia deviennent de véritables champs de bataille. Les villes s'embrasent à leur tour. A Jérusalem, une manifestation de femmes est violemment dispersée. L'armée tire systématiquement, y compris à Jérusalem. Le nombre des victimes augmente. Deux enfants de douze et quatorze ans et deux adultes sont tués au camp de Ballazat et dans la bande de Gaza. On compte plus de trente blessés par balles. Les villes qui ne sont pas sous couvre-feu sont en grève, les boutiques sont fermées, les lycées aussi.

Fin des illusions

Le massacre de Bir-Zeit met en cause la politique du ministre de la Défense travailliste Rabin dans les territoires occupés. Tout confirme que ces événements sanglants ont été provoqués par les Israéliens.

Cela signifie-t-il que le gouvernement israélien entreprend une escalade et veut recourir à la répression de masse, comme en 1981 et 1982? Est-ce la fin de la politique "d'amélioration de la qualité de vie" et d'une répression visant sélectivement les militants nationalistes? Est-ce la fin de la collaboration israélo-jordanienne? Pas nécessairement. Officiellement, il n'y a pas de changement de politique. Mais l'extrême droite, à Jérusalem comme dans l'armée, pousse à la confrontation et teste les réactions du premier ministre Shamir. Les affrontements du dernier mois montrent qu'elle peut aller très loin.

Il reste que, du côté palestinien aussi, un changement est perceptible. Yitzhak Shamir à la tête du gouvernement, la fin des illusions quant à une paix négociée rapidement avec la Jordanie, l'impact de la guerre des camps au Liban et les signes d'une réunification possible de l'OLP provoquent une rapide prise de conscience. Ces trois facteurs sont d'ailleurs étroitement liés. C'est l'échec du rapprochement jordano-palestinien, tout comme la nécessité de faire front aux attaques de Amal au Liban. "Les habitants de Borj-el-Barajneh nous montrent la voie", explique une militante de l'université de Bir-Zeit. "L'unité et la contre-offensive sont les seuls moyens d'empêcher la réalisation des manoeuvres réactionnaires contre notre peuple. Nous



Les partenaires de la coalition au pouvoir Peres et Shamir.

n'avons rien à perdre. Nous pouvons en revanche gagner les positions perdues au cours des deux dernières années."

Réveil de la gauche

La réaction des forces progressistes israéliennes a été lente et ambiguë. Dénonçant certes l'extrême droite, les porte-parole de la gauche sioniste, MAPAM et Mouvement des droits civiques en particulier, ont également cru bon d'insister sur la responsabilité de leurs victimes.

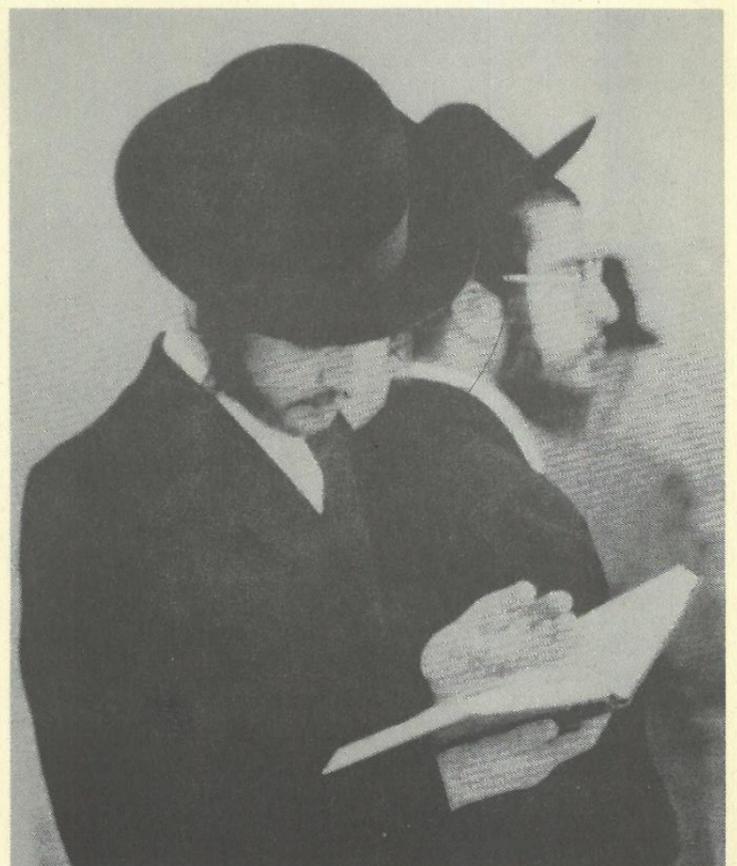
En se refusant à entreprendre une guerre "de Juifs contre des Juifs", la gauche sioniste laisse le terrain libre aux pogroms. Le mouvement La paix maintenant est même allé jusqu'à annuler une manifestation, afin de "laisser aux forces de l'ordre la possibilité de ramener le calme et de permettre la coexistence entre les deux communautés, juive et arabe."

Seule l'extrême gauche, notamment la LCR (la section de la IVe

Internationale) et le Comité contre la politique de la main de fer, ont pris leurs responsabilités, organisant une manifestation judéo-arabe dans la vieille ville de Jérusalem, essayant d'aider les familles expulsées à réintégrer leurs appartements et appelant à l'autodéfense contre les colons, les pogromistes ou la police. Il n'en demeure pas moins que les exactions anti-arabes ont provoqué honte et colère chez des milliers de progressistes israéliens qui attendaient une réaction de la part de La paix maintenant. Les événements de Bir-Zeit vont, de ce point de vue, donner un nouvel essor au mouvement de la paix israélien. Il ne se passe en effet pas un jour sans que le mouvement progressiste israélien manifeste.

Certes, il ne s'agit que de premiers signes et il faudra encore longtemps avant de pouvoir affirmer que le mouvement pacifiste israélien sort du creux de la vague.

Michel Warshawski



Juifs orthodoxes à Jérusalem.

La politique de Gorbatchev :

Ombres et lumière

Il ne se passe pas de jour sans que nous parvenions de nouvelles fracassantes, et souvent contradictoires, d'URSS, de sorte que tout le monde y trouve son compte¹. Sakharov est libéré, et ceux qui voient dans Gorbatchev le réformateur de leurs rêves sont aux anges. Une centaine de morts dans les émeutes du Kazakhstan² et ceux qui voient dans l'URSS l'Empire du Mal sont confortés dans leur certitude et répètent que Gorbatchev n'est que le simple successeur de Brejnev et d'Andropov, mais plus habile que ces derniers.

Depuis qu'il est arrivé au pouvoir, Gorbatchev a clamé bien fort sa volonté d'introduire des réformes visant à "faire rattraper à l'URSS son retard économique et technologique". Etant donné la sclérose du régime, ces mesures ne peuvent que renforcer de fortes contradictions et tensions sociales. Gorbatchev entend opérer cette transformation par le sommet, et en contrôlant au maximum toutes les étapes. Contre une certaine gabegie bureaucratique, il ne mobilise évidemment pas les premiers intéressés, les travailleurs et travailleuses, mais les journalistes qui la dénoncent à longueur d'articles dans la *Pravda* ou *Kommunist*.

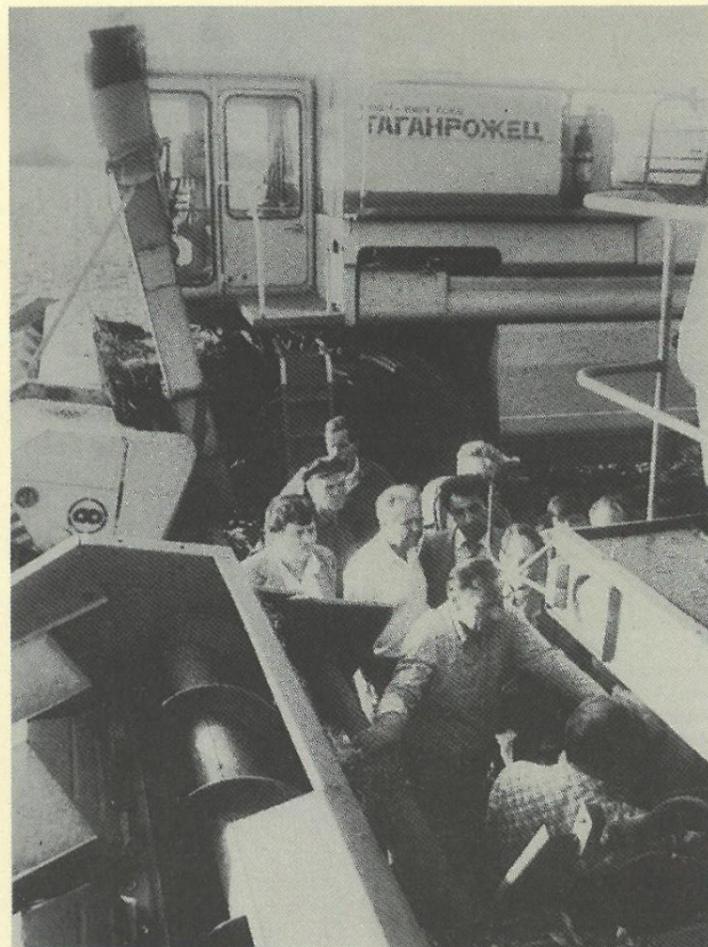
"Transparence" et ouverture culturelle

De retour de son exil à Gorki, l'épouse de Sakharov, Elena Bonner, déclarait à juste titre à l'*Unità*: "Aujourd'hui, dans la presse soviétique paraissent des articles qui ressemblent aux déclarations des dissidents des années soixante-dix. Des déclarations pour lesquelles, alors, nombre de nos amis ont fini en prison."³

En effet, le plus grand changement introduit à ce jour par Gorbatchev est cette fameuse "transparence", c'est-à-dire la discussion ouverte de nombreuses questions — et elles sont nombreuses! —, à l'exception de quelques-unes, parmi lesquelles la "question à cent francs": qui détient le pouvoir réel dans le pays? Gorbatchev espère ainsi gagner la sympathie d'une couche de la population et son soutien dans son entreprise visant à secouer un appareil qui justifie son existence précisément à partir de l'immobilisme et des dysfonctionnements.

C'est aussi pour lui un moyen de chercher des secteurs influents sur lesquels s'appuyer. Ainsi s'explique sans doute l'intérêt tout particulier porté par Gorbatchev aux techniciens, ingénieurs, aux intellectuels et au milieu de la culture, dont le statut social n'est pas trop mauvais. Il est en effet certain d'y trouver un appui. Et les mesures de réelle libéralisation dans ce domaine ne se

comptent plus: chamboulement à la tête de l'Union des Écrivains et surtout des cinéastes, diffusion de nombreux films mis à l'écart par les censeurs brejneviens. Nul doute que la libération de Sakharov n'a fait



Une ferme expérimentale près de Kuban (Caucase).

que renforcer l'aura de Gorbatchev parmi l'intelligentsia, même si c'est son impact international qui a dû, avant tout, dicter cette mesure.

A côté de cette "révolution culturelle" par le haut, les changements introduits dans le reste de la société, et, en particulier dans le domaine économique, sont extrêmement limités. Ils sont loin d'être à la mesure de l'ampleur des maux dénoncés par la presse et de l'attente

de la population, surtout en matière de ravitaillement. Dans ce domaine, les deux principales mesures sont celles qui permettent aux kolkhozes (coopératives agricoles) de vendre 30 o/o de leur production sur le marché libre (mais à des prix très élevés) et la création de petites entreprises privées familiales pour différents services (garages, coiffeurs, restaurants, réparations diverses...). Cette dernière mesure, aux dires mêmes des autorités, ne fait que légaliser une pratique de "travail au noir" largement diffusée. Dernière "réforme" enfin, à partir du 1er janvier 1987, les entreprises devront fonctionner sur un mode comptable

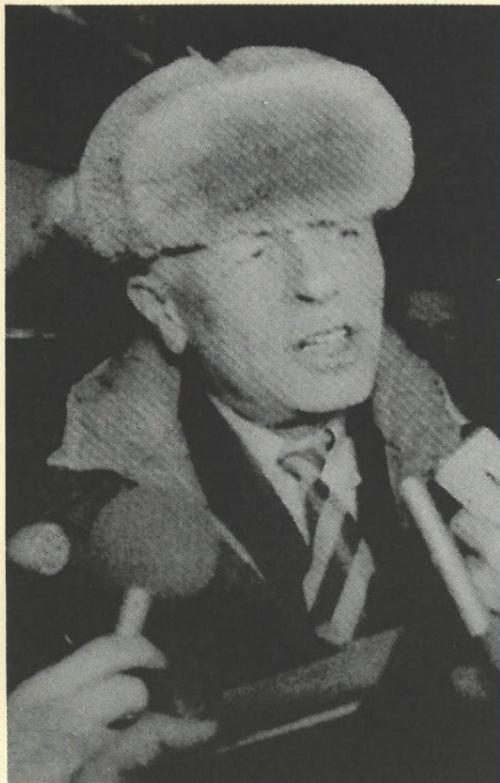
de modernisation. Ces résistances sont dénoncées aujourd'hui ouvertement dans la presse où les articles sur les dysfonctionnements de l'économie, mais aussi sur les incompétences et abus de pouvoir des responsables locaux et sectoriaux abondent. Les critiques n'épargnent pas des secteurs de l'appareil du parti. Ainsi, la mise à la retraite du premier secrétaire du PC du Kazakhstan, Kunayev, avait été précédée par une campagne contre la corruption qui règne dans cette République et contre son "retard économique". Une campagne similaire a commencé en janvier dans la *Pravda* contre Tcherbitski, chef du PC ukrainien. Récemment, à la TV soviétique, Boris Yeltsin, chef du Parti à Moscou, a accusé ouvertement la direction du Komsomol d'être totalement coupée de sa "base" de 42 millions de membres, d'être antidémocratique et de refuser d'introduire les changements politiques décidés par le XXVII^e Congrès⁴.

Cette campagne révèle l'ampleur de la bataille en cours au sein de l'appareil, bataille reconnue par M. Gorbatchev dans un rapport fait devant un groupe d'écrivains soviétiques en juin dernier. Comme par hasard, ce texte a trouvé facilement le chemin des rédactions occidentales. "Entre le peuple qui désire les changements et la direction", explique-t-il, "s'interpose la couche des fonctionnaires, de l'appareil ministériel et du parti. Cette couche ne désire pas que se produisent ces changements qui les priveraient de certains de leurs privilèges."⁵ Il dénonce en particulier les gens du Gosplan qui bloquent toutes ses directives et explique les difficultés qu'il rencontre dans sa politique de renouvellement des cadres qui est un préalable, à ses yeux, à toute réforme.

Pourtant, le "ménage" entrepris par M. Gorbatchev a déjà fait bien des victimes: 13 000 directeurs d'usines ont été limogés; tous les membres du Conseil des ministres sauf un ont été remplacés; l'Ukrainien Tcherbitski est le seul brejnevien qui reste au Bureau politique après la mise à la retraite du Kazakh Kunayev, des dizaines de responsables locaux ont dû se reconverter et l'opération se poursuit au sein du Gosplan et des institutions centrales et intermédiaires du Parti.

Les résistances de l'appareil

La timidité de ces mesures témoigne de la forte résistance que Gorbatchev rencontre dans sa cam-



L'arrivée d'Andrei Sakharov à Moscou.

l'explique sans détours: "Vous n'imaginez pas comme tout cela est mal pris par certains."⁶

LES ÉMEUTES D'ALMA ATA

A l'origine immédiate des émeutes d'Alma Ata, qui ont fait plusieurs dizaines de morts les 17/18 décembre dernier, on trouve la mise à la retraite de D. Kunayev, un Kazakh, chef du parti local, et son remplacement par un russe proche de Gorbatchev, G. Kolbin. Ce limogeage avait été précédé par des mesures menant au remplacement de 70 o/o des membres du Comité central et de 11 des 12 secrétaires de district du PC du Kazakhstan. Le contrôle des républiques non russes par des hommes dévoués est essentiel si Gorbatchev ne veut pas voir la plus grande autonomie qu'il prévoit de donner aux institutions locales mise à profit par les différentes républiques pour renforcer leur pouvoir face à Moscou et donc s'accroître les forces centrifuges en URSS. Ceci est d'autant plus vrai pour les républiques d'Asie soviétique qui sont une réserve indispensable de main-d'œuvre pour la partie européenne de l'Union.

Mais au Kazakhstan, la lutte contre le clan brejnevien (Brejnev, secrétaire du PC kazakh dans les années cinquante, avait ensuite promu des "nationaux" qui acceptaient la russification en échange du silence de Moscou sur la corruption et le népotisme qu'ils faisaient régner) s'est greffée sur un ressentiment national latent. Nombreux sont en effet les griefs des Kazakhs à l'encontre des Russes: de la sédentarisation forcée des peuplades nomades lors de la collectivisation, à l'envoi massif de Russes qui sont aujourd'hui plus nombreux que les Kazakhs dans la République, en passant par la russification forcée de la vie politique et culturelle. C'est là un problème de plus et qui ne se pose pas qu'au Kazakhstan...

La "transparence" n'est pas la démocratie

Certes, Gorbatchev a pu jusqu'ici gagner une certaine sympathie grâce à sa dénonciation de la gabegie bureaucratique, mais sa campagne, créée sans discussion et menée par une fraction de l'appareil, porte en elle ses propres limites. "Transparence" ne signifie pas débat démocratique et les critiques téléguidées n'équivalent pas à une expression libre des opinions et des intérêts qui existent dans la société et, surtout pas à leur concrétisation sous forme de pouvoir de décision. Comme l'écrit A. Guerra dans l'*Unità*, aujourd'hui en URSS, "la contradiction principale est celle qui oppose la société dans son ensemble, avec le pluralisme des intérêts qui y sont présents et avec ses exigences de liberté, aux structures du pouvoir (...). C'est le thème central de l'affrontement en cours. C'est pourquoi il ne s'agit pas d'être optimiste ou sceptique à propos du "réformisme" de Gorbatchev (...) mais de comprendre que l'affrontement ne peut pas être réduit à un simple affrontement — même si celui-ci est important — entre "réformistes" et "brejneviens". Parmi les protagonistes de l'affrontement, il y a de grandes forces sociales..."⁷

C'est bien la contradiction de la situation actuelle de Gorbatchev. Il attend pour agir d'avoir gagné la bataille dans l'appareil, car, pour lui, la transformation ne peut passer que par le contrôle de la machine bureaucratique.

Anna Libera

1. Cf. *La Brèche*, No 368, No 374 et No 376.
2. *La Repubblica*, 23 décembre 1986.
3. *L'Unità*, 27 décembre 1986.
4. *Financial Times*, 26 décembre 1986.
5. *Libération*, 26 décembre 1986.
6. *idem*.
7. *L'Unità*, 24 décembre 1986.

A propos de la Hongrie :

UN PEU DE TRANSPARENCE (GLASNOST)

Dans la *Voix Ouvrière - Réalités* du 30 octobre 1986, A. Rauber commentait un article sur l'insurrection populaire en Hongrie, en octobre 1956, issu selon lui de "lectures et de souvenirs". En substance, il semble que tous les souvenirs et lectures de A. Rauber l'aient conduit à une seule leçon : le mouvement de masse des travailleurs hongrois aurait été placé sous la houlette de "disciples de Horthy" (dictateur fascisant des années trente). Une telle conclusion, qui mettrait mal à l'aise plus d'un historien hongrois, a évidemment pour but de rendre "compréhensible" (pour ne pas dire acceptable) l'intervention militaire soviétique et le massacre qui en découla.

La *VO - Réalités* du 13 novembre 1986 publia une lettre de réponse de Marcel Gerber qui remet la réalité hongroise de 56 à sa place et qui pose la véritable question : "il (le socialisme) peut-il exister sans que la classe ouvrière, en tant que telle, et non les dirigeants ou partis auto-proclamés à sa place, puisse jouer un rôle dirigeant autonome en pleine liberté et démocratie ?"

A. Rauber lui répond en utilisant, de fait, la vieille méthode de l'amalgame. Il mélange, sans grande astuce, les propos d'un rédacteur d'*Entreprise romande* (journal patronal) et ceux de Gerber qui "paraît plutôt être... de gauche."

M. Gerber, après une réponse de ce type, demanda à la *VO - Réalités* de publier une brève réplique. La *VO - Réalités* refusa. C'est peu élégant et, du point de vue journalistique et politique, déontologiquement peu recommandable !

La *Brèche* s'est donc décidée à publier cet échange. Nous reproduisons l'article de A. Rauber et la réponse de M. Gerber... qui n'a pas reçu l'imprimatur de la curie rédactionnelle de la *VO - Réalités* !

Cette discussion s'inscrit dans le cadre du débat public du PSDT en préparation de son congrès. En effet, la question de la nature des régimes sociaux et politiques à "l'Est" comme celle des rapports entre les "partis communistes" au pouvoir et le PSDT sont à l'ordre du jour. Nous y reviendrons, y compris sur le modèle actuel de socialisme à la hongroise. Nous laisserons, évidemment A. Rauber s'expliquer dans nos colonnes.

COMPRENDRE SEREINEMENT

La réponse d'André Rauber à ma lettre de lecteur critiquant sa manière de présenter les événements de 1956 en Hongrie n'est pas acceptable.

Intituler cette réponse "Fantasmes hongrois" est une manière assez particulière de caractériser avant toute argumentation les idées adverses. Présenter ensuite une position de la droite patronale pour passer ensuite à ma critique située elle à "gauche" (et j'apprécie à leur juste valeur ces guillemets parce que je sais ce qu'ils représentent pour A.R.) est aussi une manière de déprécier d'entrée la position adverse. La suite logique d'une telle attitude est naturellement la non-réponse aux questions et problèmes posés dans ma lettre.

Je sais que certains faits de l'Histoire réelle ont peu en commun avec la manière dont elle est fabriquée, et régulièrement remodelée, par les mouvements d'inspiration stalinienne. Et certains faits dérangent ceux qui ont pris l'habitude de penser uniquement ce que pensent les dirigeants "du moment" de partis dits "frères". Au lieu d'avoir comme référence les principes de base du socialisme démocratique et une position critique par rapport à toute atteinte à ces principes.

Il est facile de parler aujourd'hui

comme A. Rauber le fait des "fautes et crimes commis sous Rákosi et Staline". Mais il était possible d'en parler pendant les dizaines d'années qu'ont duré ces crimes ! Ceci aurait permis peut-être de sauver de vos propres camarades et d'éviter trop de ces "révisions déchantées" dont la régularité devrait pourtant porter à réflexion.

Car ce n'est pas fini ! Le "monarque marxiste" de Roumanie peut, entre autres, vous réserver des surprises, de même que les travailleurs polonais...

S'intituler Parti du Travail implique des choix. Et d'être si possible conséquent avec ces choix. A chaque fois que des "événements" surviennent dans les pays de l'Est, il y a apparition de mouvements de travailleurs pour une société autogérée, pour des syndicats indépendants, pour une démocratie socialiste dans le pluralisme politique. A chaque fois ces mouvements sont réprimés, généralement dans le sang. Et à chaque fois vous vous trouvez comme parti non pas du côté des travailleurs, mais du côté des oppresseurs, malgré vos brefs états d'âme.

Il n'est pas possible de se sauver en invoquant la situation actuelle en Hongrie (en passant sous silence la croissance des inégalités sociales) ou le "look" de Gorbatchev (en oubliant son soutien à Jaruzelski et la répression et déportation des opposants politiques). Vous soute-

nez, et dépendez d'un ensemble qui comporte aussi la normalisation de la Tchécoslovaquie, la dynastie familiale de Roumanie ou de Corée, l'intervention en Afghanistan et les millions de morts du GOULAG. Ceci n'est pas le camp des travailleurs. Ils méritent mieux que d'être mêlés à ces horreurs.

Le programme actuel du PdT parle de socialisme et d'autogestion. Quand serez-vous conséquent avec ces aspirations ? Une question à laquelle A. Rauber ne peut ou ne veut répondre.

Marcel Gerber
15 décembre 1986

COMMENT EN PARLER BRIÈVEMENT ET SEREINEMENT EN ÉTANT COMPRIS ?

L'article publié sur la tragédie hongroise d'octobre-novembre 1956 n'avait pas la prétention d'être une étude exhaustive de cet événement. Il se voulait un rappel sommaire, essentiellement basé sur des lectures et des souvenirs, comme on le fait souvent dans ces cas-là. Mais apportant — en réaction quelque éclairage différent à la « commémoration » anticommuniste intéressée qui s'est largement étalée dans les médias suisses et occidentaux depuis quelques semaines. Il faut cependant croire que ce drame vieux de 30 ans a laissé des traces encore trop douloureuses pour que l'on puisse en parler avec sérénité. Et qu'en fin de compte on ne puisse (pour certains) lire un article de ce genre que chaussé des lunettes de ses a priori idéologiques. C'est notamment le cas d'un rédacteur d'*Entreprise romande* (le journal des associations patronales) qui dans un pamphlet publié la semaine dernière, où la plus parfaite mauvaise foi quant à l'interprétation de l'article le dispute à une agressivité imbécile, s'en prend à cet écrit. Et nous reproche, dans la langue de bois du vieux libéralisme réactionnaire, d'être un disciple du « big brother » d'Orwell. Ce qui, à notre humble avis, s'apparente à l'attaque du voleur criant au voleur ! En se basant sur surcroît en partie sur une conversation téléphonique, où le journaliste patronal s'est bien gardé d'annoncer la couleur, tentant de se faire passer pour un lecteur assidu et bien intentionné de notre hebdomadaire ! Alors quand on ose ensuite parler d'abjection, permettez que nous répondions objection.

Mais basta (car c'est plutôt flatteur pour un journaliste de gauche que d'être ainsi attaqué par le porte-parole du monde patronal) et venons-en à la lettre du lecteur publiée ci-dessus et qui paraît plutôt être une critique de « gauche ».

Là aussi, malheureusement, les préjugés idéologiques l'emportent sur un débat serein, au point qu'il a échappé à notre lecteur que nous expliquions précisément, dans l'article incriminé, que la manifestation de Budapest du 23 octobre formulait des revendications populaires justifiées et

que la cause de cette tragédie se trouve effectivement dans les fautes et les crimes commis sous Rákosi et Staline, mais que les adversaires du socialisme ont ensuite tenté d'UTILISER cette situation. Que l'évolution de la situation hongroise de 1945 à 1956, puis que la réaction d'une partie des communistes hongrois, appuyée par une intervention soviétique armée, fut inévitable, cela nous ne l'avons jamais dit, nous contentant de décrire les faits. Et c'est vrai que cela peut faire l'objet d'un débat et de réflexions portant sur la genèse des sociétés socialistes d'Europe de l'Est et surtout les leçons à en tirer pour les partisans du socialisme. Mais sans que l'on se mue forcément en procureur contre les Etats socialistes et que l'on pratique l'autoflagellation, comme on semble l'exiger de nous.

Quant à l'intervention franco-anglaise à Suez, jamais nous n'avons dit non plus qu'elle a joué un rôle décisif dans l'intervention de l'armée soviétique en Hongrie, mais qu'elle s'inscrivait — avec les événements hongrois et la guerre d'Algérie, dont nous n'avons pas parlé dans l'article — dans un contexte d'aggravation de la situation internationale. Remarquons cependant que la date de l'intervention franco-anglaise en Egypte, prévue depuis l'été 1956 en raison de la nationalisation du canal de Suez par Nasser, a été arrêtée par les gouvernements anglais et français au 16 octobre, soit une semaine avant la manifestation de Budapest. (Voir le « Monde » du 2/3 novembre 1986.)

Et en conclusion, puisque notre lecteur nous reproche de ne pas savoir choisir notre camp — un langage politico-militaire que nous n'aimons guère —, précisons qu'en l'occurrence notre « camp » se situe du côté de ceux qui tentent de comprendre, sans vaines excitations, la lutte politique et l'édification du socialisme dans toute leur complexité et leurs contradictions. Ce qui nous semble notamment être le cas de nos camarades du Parti socialiste ouvrier hongrois qui, depuis 30 ans, nous prouvent qu'ils ont tiré les leçons de cette tragédie nationale et qui malgré toutes les difficultés et les attaques injustes, ont poursuivi avec des succès notables — et aussi quelques échecs — la construction d'une société socialiste originale.

A. Rauber

La réponse de A. Rauber dans la « Voix Ouvrière - Réalités » du 13 novembre 1986.



La Hongrie de 1956 : des chars soviétiques dans la rue.

L'événement

La grève des cheminots français :

LE DEUXIÈME ROUND

En décembre les jeunes étudiant(e)s et lycéens/nes faisaient reculer le gouvernement Chirac. A peine les manifs jeunes étaient-elles terminées que les cheminots de la SNCF entraient dans la danse. Pour la même raison : défendre leur avenir.

Ce gouvernement, qui supprime l'impôt sur les grandes fortunes (un cadeau de 5 milliards de francs français aux riches) et amnistie les exportations illicites de capitaux, parle des cheminots en terme de "privilegiés"... Drôles de "privilegiés" lorsque l'on sait qu'un agent de la SNCF sur deux gagne entre 4500 et 5500 francs français (1500 à 1800 francs suisses), et ceci même après dix ans de service. Face à l'ampleur du mouvement (jusqu'à 90 o/o de grévistes) et son extension à d'autres secteurs de la fonction publique, le gouvernement Chirac est obligé de se montrer ferme. La lutte en cours, en effet, est un test pour les affrontements à venir.

La Brèche s'est entretenue avec Claude Debons, secrétaire régional CFDT à Paris Saint-Lazare. Il nous explique ici, au vingtième jour de grève (7 janvier), l'émergence de ce "deuxième round" social.

La Brèche : L'ampleur du mouvement des cheminots a surpris bien du monde, les organisations syndicales en premier lieu. Quelles en sont les origines ?

Claude Debons : Depuis plusieurs années déjà, il y a une véritable accumulation du mécontentement à la SNCF qui est dû à la fois au blocage des salaires (aucune augmentation depuis 18 mois) et à la baisse massive des effectifs (10 000 suppressions d'emplois par non-remplacement des départs à la retraite en 1986 et 10 000 autres suppressions prévues pour 1987). Ceci a bien évidemment des conséquences sur les conditions de travail, notamment en ce qui concerne les agents de conduite. Ajoutons-y encore les déclarations

de cations existent. En particulier, pour les agents de conduite, l'amélioration des conditions de travail.

*** Qu'est-ce qui distingue ce conflit des précédents ?**

— La nouveauté, c'est le rôle très important joué par les assemblées générales. Elles sont très massives, avec beaucoup plus de participation que lors des précédentes grèves de la SNCF. Elles expriment surtout une volonté manifeste de contrôler les revendications, le déroulement de la grève, les négociations et les organisations syndicales. Cette volonté fait que les syndicats acceptent toute la souveraineté des assemblées générales. Il ne viendrait à l'idée d'aucune organisation syndi-

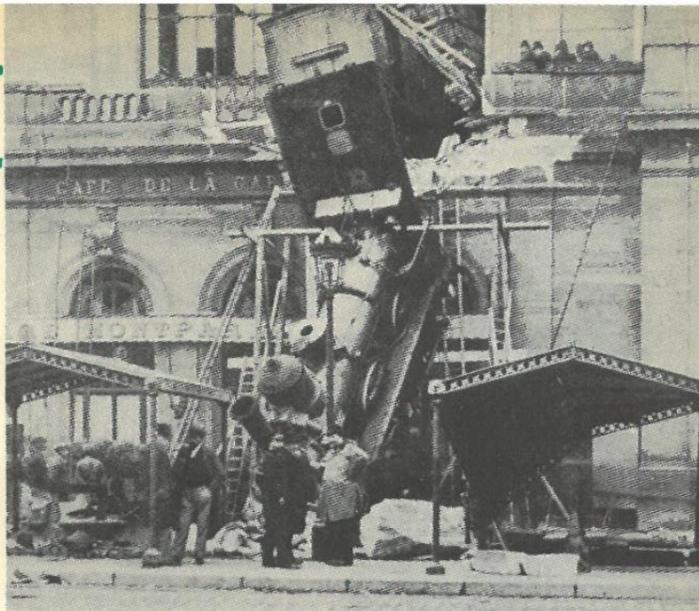
pas les seuls salariés en France à connaître l'austérité. Une série de sujets de mécontentement ont préparé le terrain depuis des années pour qu'explode le ras-le-bol. Deuxièmement, la désyndicalisation qui a frappé tous les syndicats et a affaibli leur capacité d'organisation et de contrôle sur l'ensemble des travailleurs. Ceci a finalement favorisé la spontanéité du mouvement et le rôle des assemblées générales. Depuis une quinzaine d'années, l'affaiblissement de la CGT à la SNCF s'est fait au profit de la CFDT et, dans certains endroits, une CFDT animée par des militants d'extrême gauche. Les possibilités pour impulser, au sein du mouvement syndical, une plus grande démocratie ouvrière s'en sont trouvées facilitées. Enfin l'exemple étonnant du mouvement étudiant et lycéen de décembre dernier. Or le personnel de la SNCF a connu un fort rajeunissement depuis les années quatre-vingt. Bon nombre d'agents ont moins de trente ans et beaucoup sont titulaires du baccalauréat. Ils se sont "naturellement" sentis "en phase" avec le mouvement étudiant, ce qui leur a donné des "idées" pour leur propre lutte.

*** A cette étape de la lutte, quelles sont les difficultés ?**

— Il y a en somme deux grèves dans une. D'un côté, celle des agents de conduite qui est partie sur la base de revendications catégorielles. Ils se sont d'ailleurs dotés d'une coordination nationale². De l'autre, le mouvement des sédentaires. Eux se battent beaucoup sur des objectifs salariaux qui heurtent de plein fouet la politique d'austérité du gouvernement. Et pour l'ébranler à cet égard, il faudrait une grève générale de l'ensemble du secteur public et nationalisé. Mais tous les secteurs ne sont pas au même niveau de mobilisation, bien qu'actuellement on constate une tendance à la généralisation comme le montrent les gaziers, les électriciens, les agents du métro...

*** Chirac a tenté de jouer sur le pourrissement du mouvement et l'animosité des usagers. Cela n'a pas marché. Maintenant il parle de politisation et de manipulation de la CGT. Comment réagis-tu ?**

— C'est une grosse farce. Il



Les cheminots de la SNCF ont fait dérailler le train de l'austérité.

s'agit d'une grève qui est partie de la base, combattue au départ par la CGT qui ne s'y est ralliée qu'au bout de deux jours quand elle a remarqué qu'elle prenait de l'ampleur. Le "noyau dur" de la grève est d'ailleurs toujours composé de syndiqués et de non syndiqués extérieurs aux appareils syndicaux. Le gouvernement procède à cet amalgame pour nous discréditer aux yeux de l'opinion publique. Idem lorsqu'il traite les cheminots de privilégiés...

On a en effet bénéficié — cela nous a surpris du reste — d'une neutralité bienveillante, voire d'une certaine sympathie de la part des usagers. Mais il faut voir qu'une bonne partie de ces usagers sont des travailleurs qui connaissent eux aussi l'austérité et ne sont pas imperméables à l'action revendicative. En outre, les premières mesures du gouvernement Chirac après le 16 mars furent toutes en faveur des riches : suppression de l'impôt sur les grandes fortunes, libéralisation des prix, relèvement des honoraires des médecins, etc. Quand ce gouvernement de privilégiés qualifie les cheminots de nantis, ce n'est pas très convaincant. En fait beaucoup de ces usagers, qui subissent l'austérité depuis des années, se reconnaissent dans la lutte des cheminots comme relevant le défi pour combattre austérité et perte du pouvoir d'achat.

Propos recueillis par
Pietro Boschetti

1. Dans l'actuel système, la part d'avancement est garantie par l'ancienneté; dans le nouveau système, cette part due à l'ancienneté disparaît complètement.

2. Il y a deux coordinations nationales. Celle des dépôts des agents de conduite qui est partie de Paris-Nord et une deuxième lancée à l'initiative des cheminots de Paris-Sud-Ouest qui regroupe essentiellement des comités de grève sédentaires.

LA GRÈVE JOUR APRÈS JOUR

17 décembre 1986 : les roulants veulent l'intégration des primes aux salaires et une meilleure évolution des carrières. On ne parle pas encore ouvertement de la grille salariale au mérite que la direction veut mettre en place à partir de janvier 1988.

18 décembre : les agents de conduite se mettent en grève; le trafic de la gare du Nord à Paris est réduit à deux trains sur dix.

19 décembre : le mouvement fait tache d'huile, de nouveaux réseaux sont touchés. La province entre dans la lutte (Lille, Marseille, Avignon, Lyon...). Les conducteurs, jeunes surtout, syndiqués ou pas, prennent l'initiative. Les revendications se précisent : amélioration des conditions de travail, salaires, retrait de la nouvelle grille au mérite.

20-21 décembre : week-end de départ pour les vacances, tout le réseau est paralysé. D'autres catégories du personnel se joignent aux roulants.

22 décembre : la direction de la SNCF reçoit le feu vert pour négocier. C'est l'échec : les syndicats majoritaires (CGT et CFDT) claquent la porte; les minoritaires (CGC et autonomes) signent; FO (Force ouvrière) annonce sa signature puis la retire.

24 décembre : le mouvement s'organise directement à la base; les coordinations fleurissent.

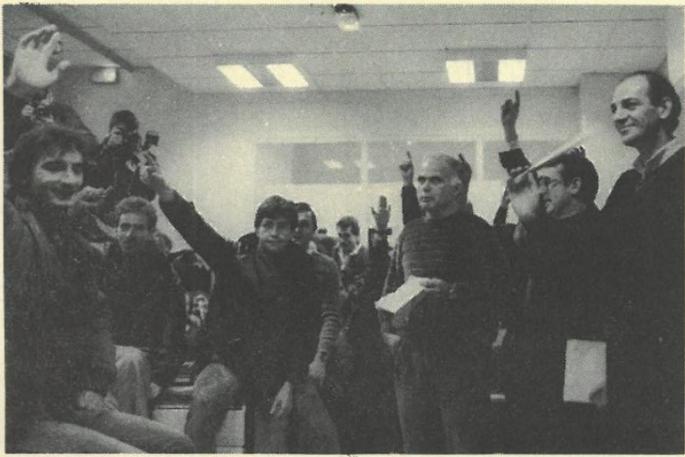
26 décembre : Jean Dupuy, directeur général de la SNCF, déclare : "La reprise du travail est la condition préalable à toute négociation." Tollé chez les grévistes.

29 décembre : Jean Dupuy annonce que la grille au mérite est suspendue; un médiateur est nommé. Le mot "retrait" de la grille n'est pas prononcé. La grille est-elle gelée, suspendue ou définitivement retirée? Aucune réponse claire de la part de la direction de la SNCF.

5 janvier 1987 : les cheminots en sont à leur 18e jour de grève. Seuls 4 dépôts sur 94 ont décidé de reprendre le travail; les CRS "dégagent" les voies occupées. Sur les ondes de Europe 1, Chirac traite les cheminots de "privilegiés".

6 janvier : la grève gagne la RATP (métro et bus de Paris), EDF (Electricité de France), les PTT.

7 janvier : à la RATP, à la SNCF, à l'EDF, partout la grève est reconduite.



Démocratie à la base : une assemblée générale de grévistes.

en août dernier du ministre des transports, Jacques Douffiague, menaçant de s'attaquer au statut des cheminots : garantie de l'emploi, caisse de retraite, caisse de prévoyance.

La grève a démarré le 18 décembre à la gare du Nord à Paris. C'est un groupe de cheminots syndiqués et non syndiqués qui se sont réunis pour élaborer un cahier revendicatif. Ils ont ensuite organisé des assemblées générales et ont interpellé les organisations syndicales pour leur soumettre leur cahier revendicatif et leur demander de soutenir l'action. La CGT a refusé, le Syndicat autonome des agents de conduite ne s'est pas engagé très clairement et la CFDT de la gare de Paris-Nord a déposé le préavis de grève. Puis très rapidement le mouvement s'est étendu à l'ensemble du pays. Au départ du conflit, l'exigence du retrait de la nouvelle grille de salaires au mérite¹ a été importante. Mais d'autres revendi-

cale d'appeler à la reprise du travail contre l'avis de l'assemblée générale. Cela s'est également traduit par l'élection de comités de grève, avec des représentants syndicaux, qui ont su s'imposer comme une forme unitaire d'organisation du mouvement et forcer à l'unité les syndicats présents qui, d'habitude, sont plutôt divisés. Les comités prennent aussi des initiatives pour la conduite de la grève, pour l'extension du mouvement.

C'est la première fois dans le mouvement ouvrier français, depuis la Libération au moins, que cette volonté d'auto-organisation, de contrôle de la lutte et de mise sur pied de comités de grève s'exprime à une pareille échelle.

*** Comment expliques-tu ce développement ?**

— Il y a une combinaison de facteurs qui entrent en ligne de compte. Les cheminots ne sont



La réponse de Chirac : les CRS délogent les grévistes.